

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 698

25 avril 2007

SOMMAIRE

Abacchus Invest S.A.	33470	Jooce S.A.	33475
Acab Holding S.A.	33473	KBC Equity Fund (L)	33463
Athena Holding S.A.	33473	KB Lux Fix Invest	33468
Athena International S.A.	33473	KB Lux - Luxinvest	33467
Brasco Holding	33460	Koplast AG	33461
B.T. Corporate Finance S.A.	33504	Limalux S.A.	33469
Carcani	33469	Litecomm S.A.	33463
Cervinia S.A.	33461	L.P.M. Holding S.A.	33474
Citi Sicav	33465	Luxembourgeoise de Construction Immo- bilière S.A.	33469
Comfintex S.A.	33459	LW Forum Absolute Return Investment S.à.r.l.	33504
Comilfo	33462	Mangalor Holding S.A.	33472
Compagnie d'Investissement du Mullerthal S.A.	33462	Multrans S.A.H.	33460
Compagnie Financière de Métallurgie CO- FIMETAL S.A.	33458	Noomail Management S.A.	33475
C.R.G. S.A.	33458	Palmgrove Invest S.A.	33472
Dodomar Immo S.A.	33462	Puilaetco Quality Fund	33458
Duberry Holding S.A.	33464	San Zeno S.A.	33461
Dudinka Holding S.A.	33470	Sauren Fonds-Select Sicav	33464
Eastern Natural Resources	33470	Sidex International Limited, succursale Lu- xembourg	33504
Finmedia S.A.	33504	Simsa Holding S.A.	33464
Garofa Finance S.A.	33468	SI S.A.	33459
Garofa Investment S.A.	33469	Société de Conseil en Matière Ferroviaire S.A.	33465
Generali Hedge Funds Sicav	33466	Sofipugas S.A.	33458
Greenbelt S.A.	33471	Taino S.A.	33466
Ilico	33471	Venus Holding S.A.	33474
Immo Pacor S.A.	33463	Venus International S.A.	33474
International Oil Products S.A.	33467	Vianta S.A.	33465
International Real Estate Management S.A.	33468	Wattenwil S.A., Société Anonyme Holding	33472
Intes S.A.	33473		
Jardipal S.A.	33460		

C.R.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 58.493.

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le 21 mai 2007, à 18.00 heures, au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du chiffre d'affaire.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge des administrateurs.

Référence de publication: 2007037864/965/13.

Puilaetco Quality Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 2, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 35.288.

Les actionnaires de la SICAV PUILAETCO QUALITY FUND sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu au siège social à Luxembourg le 14 mai 2007 à 15.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du réviseur d'entreprises.
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Durée des mandats des administrateurs.
6. Ratification de la nomination de ERNST & YOUNG comme réviseur pour l'exercice 2007.
7. Affectation du résultat.
8. Distribution d'un dividende.
9. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037865/3032/20.

Sofipugas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 45.794.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 mai 2007 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037867/696/15.

Compagnie Financière de Métallurgie COFIMETAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 16.801.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 23 mai 2007 à 16.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037894/755/19.

SI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 43.009.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 18 mai 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037896/755/19.

Comfintex S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 21.707.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 16 mai 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037901/755/19.

Brasco Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 22.072.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi 16 mai 2007 à 16.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Décision et délibération conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037898/755/20.

Jardipal S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 87.856.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi 16 mai 2007 à 10.30 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037903/755/19.

Multrans S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 32.548.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra en date du 11 mai 2007 à 10 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037917/506/16.

Koplast AG, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 19.702.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *16 mai 2007* à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037905/755/18.

San Zeno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 114.647.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *10 mai 2007* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Fixation d'un capital autorisé de 50.000,00.- EUR.
2. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec ce qui précède.
3. Modification du point 6.1 de l'article 6 des statuts.
4. Autorisation au Conseil d'Administration d'émettre des emprunts obligataires convertibles, suivant les conditions à déterminer par l'assemblée.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037908/1040/17.

Cervinia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 19.789.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *11 mai 2007* à 10 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006
3. Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037912/506/17.

Dodomar Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 34.857.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 14 mai 2007 à 14.00 heures au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2006
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10 août 1915
- démission et nomination d'administrateurs
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007037919/560/19.

Compagnie d'Investissement du Mullerthal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 83.692.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 mai 2007 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. nominations statutaires;
- g. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- h. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038609/45/19.

Comilfo, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 31.157.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 14 mai 2007 à 11.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour :

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2006,
- affectation du résultat,
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10 août 1915,

- nominations statutaires,
- divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038773/560/19.

KBC Equity Fund (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 43.091.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *11 mai 2007* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le *9 mai 2007* au plus tard auprès de KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038774/755/20.

Immo Pacor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 28.642.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le *14 mai 2007* à 10.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2006,
- affectation du résultat,
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038775/560/17.

Litecomm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 64.707.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 mai 2007* à 11.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2006,
- affectation du résultat,
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,

- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10 août 1915,
- divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038776/560/18.

Sauren Fonds-Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 68.351.

Die Aktionäre der SAUREN FONDS-SELECT SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *16. Mai 2007* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2006 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2006 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der SAUREN FONDS-SELECT SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefon-Nummer 00352/44 903 - 4025 oder unter Fax-Nummer 00352/44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im April 2007.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2007038777/755/28.

Simsa Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 65.521.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 mai 2007* à 15.00 heures au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2006,
- affectation du résultat,
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038778/560/17.

Duberry Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 18.410.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme DUBERRY HOLDING S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 10 mai 2007 à 9.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038783/750/16.

Vianta S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 9.915.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le lundi 21 mai 2007 à 17.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038779/1267/15.

SOCOMAF, Société de Conseil en Matière Ferroviaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 63.174.

The shareholders are convened to the

ORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on 14th May 2007 at 2.00 p.m. at the registered office of the company 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

- Reports of the Board of Directors and Statutory Auditor
- To approve the balance sheet and profit and loss account as at 31st December 2006
- Allocation of the results
- Discharge of the Directors and Statutory Auditors
- Decision to be taken in conformity with article 100 of the law of 10.8.1915
- Sundry

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007038780/560/18.

Citi Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 60.118.

We are pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Citi SICAV (The «Company») which will be held at the premises of LEGG MASON INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A., 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen, on 15th May 2007 at 11.00 a.m.

Agenda:

1. Review and approval of the report of the Board of Directors for the fiscal year ended 31st December 2006;

2. Review and approval of the report of the Auditors for the fiscal year ended 31st December 2006;
3. Review and approval of the Balance Sheet and Profit and Loss accounts as at 31st December 2006;
4. Allocation of net results;
5. Discharge of liabilities to the Directors and to the Auditors for the exercise of their mandate;
6. Statutory appointments;
7. Remuneration of the Directors;
8. Miscellaneous.

No quorum is required and decisions will be taken by the majority votes of the Shareholders present or represented.

Shareholders wishing to participate at the Meeting must confirm their attendance by registered mail to the Company at the above address to arrive no later than 14th May 2007.

In order to attend and vote at the Meeting, the holders of bearer Shares are requested to deposit their Shares at the registered office of CITI SICAV, or at CITIBANK BELGIUM S.A. - 263g, boulevard Général Jacques at 1050 Bruxelles - and at all Citibank offices in Belgium, CITIBANK BELGIUM S.A. performing financial services for the Sicav in Belgium, by 7th May 2007 at the latest.

The annual report can be obtained on request at the registered office of Citi SICAV or at Citibank Belgium S.A.

The present convening notice is also sent by mail to all nominative shareholders.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2007038784/755/29.

Taino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 60.255.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 mai 2007* à 11.00 heures au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2006,
- affectation du résultat,
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10 août 1915,
- divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038781/560/18.

Generali Hedge Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 100.470.

Shareholders are kindly convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders which will be held at the registered office of GENERALI HEDGE FUNDS Sicav, on *May 14, 2007* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the Auditors.
2. Approval of the financial statements as of December 31, 2006.
3. Decision on allocation of net profits.
4. Discharge of the Directors and of the Auditors in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ended December 31, 2006.
5. Election and remuneration of the Members of the Board of Directors.
6. Appointment of the Auditor.
7. Miscellaneous.

33467

Notes

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

- in person by producing at the Meeting a certificate of deposit issued by the Custodian Bank, UBS (LUXEMBOURG) S.A. which will be issued to them against deposit of their share certificates. The share certificates must be deposited with UBS (LUXEMBOURG) S.A. at the latest on May 9, 2007.

- by proxy by completing the form of proxy which will be made available to them against deposit of share certificates aforesaid. The proxies must be sent to UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. and have to be in the possession of GENERALI HEDGE FUNDS SICAV c/o UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. at the latest on May 9, 2007.

Share certificates so deposited will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007038785/755/30.

International Oil Products S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 38.630.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 avril 2007 n'a pas réuni au moins 50% du capital de la société. Elle n'a donc pu valablement délibérer sur les points mentionnés à l'ordre du jour.

Conformément à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915, une deuxième convocation est donc nécessaire comme suit:

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra 6-12, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, en date du 28 mai 2007 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination de nouveaux administrateurs;
2. Mention quant à la nomination de l'Administrateur délégué et du Président du Conseil d'Administration;
3. Nomination d'un commissaire aux comptes;
4. Transfert du siège social;
5. Mention quant au renouvellement des mandats au sein du Conseil d'Administration et du mandat du commissaire aux comptes.

Référence de publication: 2007038782/1004/20.

KB Lux - Luxinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 55.793.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2007 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 9 mai 2007 au plus tard auprès de KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038786/755/20.

International Real Estate Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 70.426.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *May 29, 2007* at 9.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The Postponed Annual General Meeting of March 29, 2007 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007038797/795/15.

KB Lux Fix Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 70.398.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *11 mai 2007* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 9 mai 2007 au plus tard auprès de KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038787/755/20.

Garofa Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 94.099.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme GAROFA FINANCE S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, *11 mai 2007* à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038788/750/17.

Garofa Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 94.087.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme GAROFA INVESTMENT S.A. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le vendredi, 11 mai 2007 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038789/750/16.

Limalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 85.332.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LIMALUX S.A. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le vendredi, 11 mai 2007 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038790/750/16.

Luxembourgeoise de Construction Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 29.744.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui aura lieu le 15 mai 2007 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038798/795/16.

Carcani, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 52.756.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 16 mai 2007 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2006,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038791/833/18.

Eastern Natural Resources, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 46.811.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 15 mai 2007 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2006,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038792/833/18.

Abacchus Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 118.279.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 mai 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038793/795/18.

Dudinka Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 59.945.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 15 mai 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038794/795/18.

Ilico, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 5.379.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 14 mai 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038796/795/18.

Greenbelt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 99.841.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 16 mai 2007 à 15.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
5. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
6. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038795/795/20.

Mangalor Holding S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 59.952.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 15 mai 2007 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038799/795/18.

Palmgrove Invest S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 28.552.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 mai 2007 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
5. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
6. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038800/795/20.

Wattenwil S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 88.110.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 14 mai 2007 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038801/534/15.

Acab Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 77.567.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 11 mai 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038802/1023/16.

Intes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 45.876.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 16 mai 2007 à 8.00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2005 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination d'un remplaçant.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038803/3560/15.

Athena International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.048.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 16 mai 2007 à 10.00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038804/3560/15.

Athena Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 55.047.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le 16 mai 2007 à 11.00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

33474

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038805/3560/15.

L.P.M. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.878.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *16 mai 2007* à 9.00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2005 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination d'un remplaçant.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2007038806/3560/15.

Venus Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 55.063.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *16 mai 2007* à 13.00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038807/3560/15.

Venus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 55.064.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le *16 mai 2007* à 12.00 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2006 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007038808/3560/15.

Jooce S.A., Société Anonyme,
(anc. Noomail Management S.A.).
Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 110.706.

In the year two thousand six, on the twenty-second day of December.
Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of NOOMAIL MANAGEMENT S.A., a société anonyme par actions incorporated and existing under the laws of Luxembourg (the «Company»), with registered office at 36, rue Gabriel Lippmann, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 110.706 and incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Jean-Joseph Wagner dated 20 September 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 18 January 2006 no. 117 page 5598.

The meeting was opened at 2.30 pm with Ms. Nicole Schmidt-Troje, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Ms. Andrea Hoffmann, private employee, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Jean-Baptiste Beauvoir-Planson, maitre en droit, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Increase of the share capital up to forty-two thousand three hundred eighty-six euro and thirty cent (EUR 42,386.30) through the issuance of three thousand six hundred and seventy-three (3,673) Class A shares with a par value of three euros and ten cents (EUR 3.10) each, without reserving a preferential right of subscription to the existing shareholders;

2. Change of corporate purpose which shall read as follows:

« **Art 4.** The Company offers network facilities, including but not limited to, over the Internet.

Furthermore, the Company will provide consulting services in its area of expertise.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, activities or activities connected to real or personal property deemed directly or indirectly useful for the accomplishment, or deemed liable to favor the realization and development, of the above purpose.

In addition, the purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of shares of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.»

3. Change of corporate name into JOOCE S.A.;

4. Complete restatement of the articles of incorporation of the Company;

5. Discharge to the resigning director;

6. Appointment of new directors; and

7. Appointment of new statutory auditor.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the whole share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary. The shares held by the Company have their voting rights suspended pursuant to article 49-5 (i)a) of the law of 10 august 1915 on commercial companies, as amended.

IV. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First resolution

The General Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of eleven thousand three hundred eighty-six euros and thirty cents (EUR 11,386.30) in order to bring it from its current amount of thirty-one

thousand euros (EUR 31,000.-) up to amount of forty-two thousand three hundred eighty-six euro and thirty cent (EUR 42,386.30).

Every and all current shareholder of the Company renounce to their preferential right of subscription in connection with the above-mentioned capital increase.

The General Meeting resolves that the abovementioned share capital reduction shall be done through the issuance of three thousand six hundred and seventy-three (3,673) Class A Shares with a par value of three euros and ten cents (EUR 3.10).

The General Meeting expressly approves that NEW TECH VENTURE CAPITAL INVESTMENTS II Sàrl subscribes to the newly issued three thousand six hundred and seventy-three (3,673) Class A Shares with a par value of three euros and ten cents (EUR 3.10) each for an amount of six hundred fifty thousand euros (EUR 650,000.-), paid up in cash for six hundred thousand euros and with a loan to the Company for fifty thousand euros and allocated as follows: eleven thousand three hundred eighty-six euros and thirty cents (EUR 11,386.30) to the share capital and six hundred thirty-eight thousand six hundred thirteen euros and seventy cents (EUR 638,613.70) to the share premium.

Second resolution

The General Meeting resolves to Change of corporate purpose which shall read as follows:

« **Art 4.** The Company offers network facilities, including but not limited to, over the Internet.

Furthermore, the Company will provide consulting services in its area of expertise.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, activities or activities connected to real or personal property deemed directly or indirectly useful for the accomplishment, or deemed liable to favor the realization and development, of the above purpose.

In addition, the purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of shares of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.»

Third resolution

The General Meeting resolves to change the corporate name from NOOMAIL MANAGEMENT S.A. into JOOCE S.A.

Fourth resolution

Following the above resolutions, the General Meeting resolves to amend and restate the following articles of association of the Company which shall now read as follows:

«A. Definitions - Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Definitions.

«Affiliate» when used with reference to a specified Person, shall mean any Person that directly or indirectly through one or more intermediaries' controls, is controlled by or is under common control with the specified Person. For such purposes, the term «control» (including the terms «controlling», «controlled by» and «under common control with») shall mean the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a Person, whether through the ownership of voting Securities, by contract or otherwise.

«Anti-dilution right» shall have the meaning given to such term in article 9 below.

«Articles of Incorporation» shall mean the present articles of incorporation.

«Board of Directors» shall mean the «conseil d'administration» of the Company.

«Bona Fide Offer» shall mean an irrevocable offer made in writing in good faith and with proven Financing by a Third Party to acquire a specified number of Securities and which indicates (i) the type, number and class of securities to be purchased, (ii) the price offered per security, (iii) the terms and conditions of the offer, including any representations, warranties and indemnities to be delivered therewith, and (iv) the name and address of the offeror and of each Person who controls it (as the term «control» is used in the definition of «Affiliate» above) and (v) the proven financing means of the offeror in respect of the envisaged purchase, provided that such offer may not be subject to any conditions the satisfaction or fulfillment of which is within the control of such Third Party.

«Business Day» shall mean any day other than a Saturday, Sunday or legal holiday or other day on which commercial banks in Luxembourg are required to close.

«Class A Director» shall mean Directors proposed for appointment by the Class A Shareholders.

«Class A Majority» the majority vote of the Class A Shareholders voting together as a single class.

«Class A Shareholder» shall mean any registered holder of a Class A Share.

«Closing Date» on or about 22 December 2006

«Common Shareholder» shall mean any registered holder of a Common Share.

«Common Directors» shall mean Directors proposed for appointment by the Common Shareholders.

«Class A Shares» shall mean class A preferred shares, with a nominal value of three euro ten cents (EUR 3.10) per share.

«Common Shares» shall mean ordinary shares of the Company, with a nominal value of three euro ten cents (EUR 3.10) per share.

«Company» shall mean the Company.

«Drag-Along Notice» shall have the meaning given to such term in article 13 below.

«Drag-Along Right» shall have the meaning given to such term in article 13 below.

«Fully-Diluted Shares» when used in any calculation, shall mean the total number of shares, assuming conversion of any Securities convertible into shares and the exercise of all options, warrants or similar rights or Securities (whether or not then exercisable) to acquire shares.

«Initial Public Offering» or IPO shall mean a public offering of the shares, whether by issuance of shares or by sale of shares to the public, e.g., the official publication (or other formal disclosure in accordance with its regulations) by the competent governmental or regulatory authority of an official listing or formal authorization for public trading of the shares issued by a Company on a regulated European stock exchange or any other internationally recognized regulated public market for equity Securities in Luxembourg or abroad.

«Liquidation Event» shall mean any of the following events (i) insolvency or bankruptcy of the Company (ii) dissolution of the Company for reasons other than those defined below under Sale of the Company.

«Liquidation Preference Right» shall mean the right granted to the Class A Shareholders in article 28 below.

«Listing» shall mean a successful application being made in relation to all or any of the Share Capital of the Company for admission to listing and admission to trading to any recognised investment exchange which has been approved by the «A» Majority for this purpose, for all or any of the Share Capital of the Company to be admitted to trading on such exchange

«Person» shall mean any individual, Company, partnership, trust or unincorporated organization, or a government or any agency or political subdivision thereof.

«Pre-emptive subscription right» shall have the meaning given to such term in article 15 below.

«Proportional Right of Sale» shall have the meaning given to such term in article 13 below.

«Qualified Financial Institution» shall mean an established investment bank or similar -financial institution with recognized international expertise or an institution of sufficient repute as agreed among the shareholders.

«Qualified Public Offering» shall mean an Initial Public Offering at a price to the public with an initial public offering reflecting a pre-money valuation of the Company for 100% of the Securities (whether or not all Securities are subject to that Initial Public Offering) of at least EUR 50 million.

«Qualified Sale of the Company» shall mean a Sale of the Company for a price reflecting a valuation of the Company for 100% of the Securities of at least EUR 35 million.

«Right of first refusal» shall have the meaning given to such term in article 11 below.

«Sale of the Company» shall mean (i) the disposition of all or substantially all the assets or businesses of the Company to a Third Party, (ii) the sale or issuance to a Third Party of more than fifty percent (50%) of the share capital and voting rights of the Company (on a fully diluted basis in case of issuance of new shares) or (iii) the merger or consolidation of the Company with or into another company whereby a Third Party will acquire, directly or indirectly, more than fifty percent (50%) of the Share capital and voting rights of the surviving company in such merger or consolidation (each of the foregoing being referred to individually as a «Sale Event»).

«Sale Proposal» shall have the meaning given to such term in article 11 below.

«Securities» shall mean any existing or future transferable securities authorized by law and representing or granting a present or future claim on a portion of the share capital of the Company as well as any securities of the Company which may be allotted for any reason whatever (subscription, transfer, gift, bequest, gratuitous allotment, merger or split, etc.), the rights or warrants attached to the said securities (including but not limited to pre-emption rights, the «droit préférentiel de souscription»). For the purposes of the calculations, Securities other than Shares shall be taken into account for the portion of the Share capital which they represent and shall be expressed in Shares.

«Shareholder» shall mean any registered holder of a Class A or Common Share.

«Shares» shall mean the Class A Shares, the Common Shares and any other class of shares which may be issued by the Company at any time.

«Selling Shareholder» shall have the meaning given to such term in article 11 below.

«Special Majority» shall have the meaning given to such term by article 18 below.

«Stock Option Plan» a share option scheme to be established by the Company pursuant to which not more than 1,841 Common Shares in aggregate may be allotted to directors, employees and/or consultants of the Company

«Subscription Price» in relation to any Share, shall mean the amount paid up or credited as paid up thereon (including the full amount of any premium at which such Share was issued whether or not such premium is applied for any purpose thereafter)

«Tag-Along Notice» shall have the meaning given to such term in article 12 below.

«Tag-Along Right» shall have the meaning given to such term in article 12 below.

«Third Party» shall mean any Person who is not a shareholder, an Affiliate or a subsidiary of a shareholder.

«Transfer» when used with respect to any shares, shall mean to transfer, sell, assign, pledge, hypothecate, create a security interest in or lien on, place in trust (voting or otherwise), contribute to capital or in any other manner, including as a result of a merger or consolidation, encumber or dispose of, directly or indirectly and whether or not voluntarily, any such shares; for the purposes hereof, the related terms «Transferor» shall mean any Person Transferring a share, and «Transferee» shall mean any person to which a share is Transferred.

«100% Offer» shall mean a Bona Fide Offer for all outstanding Securities or assets of the Company, including pursuant to any sale of interests that is being effected through a merger or consolidation of the Company with any other Person.

Art. 2. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a Company in the form of a société anonyme, under the name of JOOCE S.A.

Art. 3. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. The Company offers network facilities, including but not limited to, over the Internet.

Furthermore, the Company will provide consulting services in its area of expertise.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, activities or activities connected to real or personal property deemed directly or indirectly useful for the accomplishment, or deemed liable to favor the realization and development, of the above purpose.

In addition, the purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of shares of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The subscribed capital of the Company is set at forty-two thousand three hundred eighty-six euros and thirty cents (EUR 42,386.30) consisting of three thousand six hundred seventy-three (3,673) Class A Shares and ten thousand (10,000) Common Shares, having a par value of three euros and ten cents (EUR 3.10) each.

The authorised capital, including the issued share capital, is fixed at five hundred thousand euro (EUR 500,000.-).

The authorised capital serves the following purposes:

1. Issuance of securities in furtherance of a public offering;
2. Issuance of securities in furtherance of acquisitions by the Company of other businesses; or
3. Issuance of securities in furtherance of the Stock Option Plan.

Consequently, except as provided in the last paragraph of this article 6, the Board of Directors is authorised and empowered, during the period of five years, from the date of the publication of these Articles of Incorporation to:

- increase the share capital once or in successive phases by issuing new shares to be paid-up in cash, with or without a share premium;
- fix the place and date of the issue or successive issues, the issue price, including all premiums, the terms and conditions for the subscription and paying up of new shares in accordance with the terms and conditions of the Stock Option Plan or other incentive schemes; and
- remove or restrict the preferential subscription right of the shareholders when issuing new shares to be paid-up in cash.

The subscribed capital and the authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation. The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 7. The shares of the Company shall be in registered form.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article thirty-nine of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies, as amended. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two Directors. The Company may issue certificates representing bearer shares. These certificates shall be signed by two Directors.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to appoint one sole proxy to represent the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner in relation to the Company.

Art. 8. The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation and the law for any amendment of the Articles of Incorporation. It may also be increased in one or several times by a resolution of the Board of Directors within the limits of the authorised capital.

Subject to the more detailed provisions of article 15 of these Articles, the new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty days.

Notwithstanding the above, the general meeting, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the Articles of Incorporation, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Directors to do so, provided the procedure of article 15 of these Articles is complied with.

Art. 9. Anti-Dilution Rights.

9.1 For the purposes of this Article 9, the following words and terms shall bear the following meanings:

«Additional Shares» means any Common Shares or other Shares issued (or, pursuant to Article 9.3, deemed to be issued) by the Company after the issue of any of the Class A Shares, other than Shares issued or issuable:

- upon conversion of Class A Shares;
- by way of a dividend or other distribution on Shares that has received the prior approval of the Board, and which approval expressly acknowledges that such issuance does not constitute Additional Shares for purposes of this Article 9;
- pursuant to equity securities to be issued as part of arrangements agreed between the Company and a third party in relation to any acquisition by the Company or for the development of a commercial relationship with such third party (such matters to have received the prior approval of the Board (including the approval of the Class A Director), with such approval expressly acknowledging that the relevant issuance of securities does not constitute Additional Shares for purposes of this Article 9); or
- pursuant to the Stock Option Plan or to any other share option scheme adopted by the Board and approved by the «A» Majority;

«Anti-dilution Shares» means the Class A Shares that the A Shareholders are entitled to be issued pursuant to Article 9.2;

«Class A Conversion Price» means the Class A Subscription Price, as recalculated pursuant to this Article 9;

«Class A Conversion Rate» means originally the rate to be used to ascertain the number of Common Shares to which the holder of each Class A Share shall be entitled being 1:X where X is calculated by dividing the Class A Subscription Price (as defined below) by the Class A Conversion Price; and

«Class A Subscription Price» means the per share Subscription Price paid by the Class A Shareholders for the Class A Shares.

9.2 If at any time prior to the earlier to occur of (A) a Listing or Sale of the Company or (B) the expiry of four years from the Closing Date, the Company issues Additional Shares either without consideration or for a consideration per share (inclusive of any premium) which is less than the Subscription Price paid by the Class A Shareholders for their Class A Shares (such consideration, for purposes of this Article 9.2, the «Lower Price»), the Class A Shareholders shall be entitled to subscribe for such number of additional Class A Shares at nominal value so that the number of Class A Shares held by the A Shareholders shall equal the number of Class A Shares that the Subscription Price would have purchased at such Lower Price (it being understood that if such issuance or deemed issuance (as described below) was without consideration, then the Company shall be deemed to have received an aggregate of € 10.- of consideration for all such Additional Shares issued or deemed to be issued).

9.3 In the event the Company at any time or from time to time after the issue of Class A Shares shall issue any share options or securities convertible into Shares (other than options issued pursuant to the Stock Option Plan or to any other scheme falling within Article 9.1(iv)) or shall fix a record date for the determination of holders of any class of

securities entitled to receive any such share options or securities convertible into Shares, then the maximum number of Common Shares or other Shares (as set forth in the instrument relating thereto without regard to any provisions contained therein for a subsequent adjustment of such number) issuable upon the exercise of such options or, in the case of convertible securities, the maximum number of Common Shares or other Shares into which they are convertible, shall, for the purpose of this article 9, be deemed to be Additional Shares issued as of the time of such issue or, in case such a record date shall have been fixed, as of the close of business on such record date, provided that Additional Shares shall not be deemed to have been issued unless the consideration per share of such Additional Shares would be less than the Class A Conversion Price in effect on the date of and immediately prior to such issue, or such record date, as the case may be, and provided further that in any such case in which Additional Shares are deemed to be issued no further Anti-dilution Shares shall be issued upon the subsequent issue of convertible securities or Common Shares or other Shares upon the exercise of such Options or conversion or exchange of such Convertible Securities.

9.4 For purposes of this Article 9, the Lower Price received by the Company for the issue of any Additional Shares shall be computed as follows:

Cash and Property. Such consideration shall:

(i) insofar as it consists of cash, be computed at the aggregate amount of cash received by the Company, excluding amounts paid or payable for accrued interest or accrued dividends;

(ii) insofar as it consists of property other than cash, be computed at the fair value thereof at the time of such issue, as determined in good faith by the Board; and

(iii) in the event Additional Shares are issued together with other shares of securities or other assets of the Company for consideration which covers both, be the proportion of such consideration so received, computed as provided in sub-clauses (i) and (ii) above, as determined in good faith by the Board.

Options and Convertible Securities. The consideration per share received by the Company for Additional Shares deemed to have been issued pursuant to Article 9.3, relating to Options and Convertible Securities, shall be determined by dividing:

- the total amount, if any, received or receivable by the Company as consideration for the issue of such Options or Convertible Securities, plus the minimum aggregate amount of additional consideration (as set forth in the terms governing the issue, without regard to any provision contained therein for a subsequent adjustment of such consideration) payable to the Company upon the exercise of such Options or the conversion or exchange of such Convertible Securities, or in the case of Options for Convertible Securities, by

- the maximum number of Common Shares or other Shares (as set forth in the terms governing the issue, without regard to any provision contained therein for a subsequent adjustment of such number) issuable upon the exercise of such Options or the conversion or exchange of such Convertible Securities.

Subdivisions. Any Additional Shares deemed to have been issued, relating to share sub-divisions, shall be deemed to have been issued for no consideration and the Class A Shareholders shall be entitled to subscribe for such number of Anti-dilution Shares as calculated in accordance with Article 9.2.

9.5 Upon the occurrence of each event requiring the issuance of Anti-dilution Shares pursuant to this Article 9.2, the Company at its expense shall promptly compute the number of Anti-dilution Shares which the Class A Shareholders are entitled to subscribe for and furnish to each holder of Class A Shares a certificate setting forth such calculation and showing in detail the facts upon which such calculation is based. The Board shall within a reasonable time period resolve upon the issuance of such Anti-dilution Shares or, upon the written request at any time of any Class A Shareholder if required by law, convene a General Meeting in order to approve the issuance to the Class A Shareholders of such Anti-dilution Shares and each Shareholder agrees to approve the issuance and sale of such Anti-Dilution Shares. Each of the Shareholders hereby undertakes to waive rights of pre-emption (whether statutory or pursuant to these Articles) in respect of any issue of Anti-dilution Shares required to give effect to the provisions of this Article 9.

9.6 If the Company at any time divides its issued Share Capital into a greater number of shares (whether pursuant to a share split, share dividend or otherwise) and conversely, if the Company undertakes any consolidation, production of share capital or subdivision of its issued share capital, the provisions of this Article 9 shall be proportionately adjusted to reflect such consolidation, reduction of share capital or sub-division. In the event of any dispute between the A Shareholders and the Company concerning any adjustment made pursuant to this Article 9 as a consequence of the operation of this Article 9.6, the items in dispute shall be referred to the Auditors of the Company for the time being, whose decision shall (in the absence of manifest error) be final and binding on the A Shareholders and the Company. The costs of any such referral shall be borne equally between the A Shareholders seeking the referral and the Company.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1 The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law.

10.2 Except as otherwise provided herein, no Class A or Common Shareholder shall transfer any shares to any Person prior to the fourth anniversary of the incorporation except pursuant to the following:

- (a) Transfers pursuant to the exercise of the Tag-Along Right under the conditions provided by article 12 below;
- (b) Transfers pursuant to the exercise of the Drag-Along Right under the conditions provided by article 13 below;

- (c) Transfers in the context of a Qualified Public Offering or a Qualified Sale of the Company; and
- (d) Transfers in conformity with article 10.3 below.

10.3 The provisions of Articles 11, 12,13 and 14 below shall not apply to:

- (i) any Transfer to any of its Affiliates provided however that the Transferee undertakes, to sell back the transferred Securities to the initial transferring shareholder in the event of a change of control (within the meaning of such term in the definition of Affiliate set forth in Article 1 above) which would result in such Transferee ceasing to meet the requirements for being an Affiliate of such initial transferring shareholder;
- (ii) Transfers in the context of an inheritance provided that the Transfer is for the sole benefit of a shareholder's heir;
- (iii) Transfers effected with the prior written approval of the majority of the Class A Shareholders.

Art. 11. Right of first refusal.

11.1 Except for the Transfers provided for in article 10, each shareholder hereby grants to the other shareholders pursuant to the conditions set forth in this Article 11 a preemptive right with respect to any Transfer of all or part of the Securities they own. In the event that a shareholder (a «Selling Shareholder») receives a Bona Fide Offer to purchase or otherwise transfer all or certain of his Securities (the «Offered Shares») which he wishes to accept, the Selling Shareholder shall give notice in writing (the «Sale Proposal Notice») to each shareholder and to the President of the Board of Directors of the Company, together with a copy of such Bona Fide Offer, and shall offer (the «Sale Proposal») to sell the Offered Shares to the other shareholders (collectively, the «Offerees») on the same terms and conditions as contained in the Bona Fide Offer. The Sale Proposal Notice shall also contain the information required to enable the Offerees to exercise their Tag-Along Right in accordance with article 12 below in the event they do not intend to exercise their Right of First Refusal under this article 11.

The Sale Proposal Notice shall indicate:

- (i) the name and address (or registered office) of the Third Party making the Bona Fide Offer;
- (ii) the identification of the person(s) controlling directly or indirectly such Third Party;
- (iii) the number of Securities for which the Transfer is contemplated;
- (iv) the direct or indirect financial relations (or other) between the Selling Shareholder and the Third Party making the Bona Fide Offer;
- (v) the offered price in Euros by the Third Party making the Bona Fide Offer in case of payment in cash or the estimated value in Euros in other cases, for the Offered Shares;
- (vi) the other terms of the Bona Fide Offer, including the description of all agreements that the Third Party or the shareholder or an affiliate of the Third Party or shareholder contemplates to enter into with a shareholder or an affiliate;
- (vii) a copy of the Bona Fide Offer duly signed by the Third Party making such Bona Fide Offer.

11.2 The Offered Shares shall be offered by the Selling Shareholder to the Offerees as follows:

- (a) If the Selling Shareholder is a Class A Shareholder, the Selling Shareholder shall offer to the other Class A Shareholders (if any), and such other Class A Shareholders may elect to purchase all or part of the Offered Shares (subject to the provisions herein) by giving an acceptance notice (as defined below) thereof to the Selling Shareholder and the Company within fourteen (14) days after receipt of the Sale Proposal Notice. In the event that all Class A Shareholders exercise such purchase rights, they shall, in the aggregate, be entitled to purchase up to the number of Offered Shares equal to the number of Offered Shares multiplied by a fraction, having (x) for a numerator, the number of Securities held by such Class A Shareholder, as the case may be and (y) for a denominator, the aggregate number of Securities held by all Class A Shareholders who have exercised their purchase rights (the resulting number of Securities to be rounded to the nearest whole number, provided that any resulting fraction which is equal to one-half shall be rounded down).
- (b) If the application of the formula above results in one or more of the Offered Shares not being purchased by the Class A Shareholders, then the Common Shareholders may elect to purchase the remaining Offered Shares by giving notice thereof to the Selling Shareholder and the Company within fourteen (14) days after receipt of a notice from the Selling Shareholder to the effect that the Class A Shareholders did not purchase all the Offered Shares.
- (c) In the absence of purchase by the shareholders of all of the Offered Shares, all of the Offered Shares may be sold by the Selling Shareholder to the Third Party pursuant to the Bona Fide Offer in accordance with the provision of article 11.7 below but subject to articles 12 and 13.
- (d) If the Selling Shareholder is a Common Shareholder the rules under (a) to (c) above shall apply mutatis mutandis.

11.3 The acceptance notice (the «Acceptance Notice») required to be given by any purchasing Offeree (the «Purchaser») shall specify the number of Offered Shares for which the accepting Offeree accepts the Sale Proposal and contain the unconditional and irrevocable obligation of the accepting Offeree to acquire such number of Offered Shares on the same terms and conditions as contained in the Bona Fide Offer; and a date for the closing of the purchase which shall not be more than thirty (30) days after the date of the giving of such Acceptance Notice; provided, however, that no Offered Shares shall be sold to any Class A Shareholder and/or Common Shareholder hereunder if less than all of the Offered Shares are subject to an Acceptance Notice under this Section (in which case the Selling Shareholder shall be free to Transfer all its Offered Shares in accordance with article 11.7 hereof but subject to article 12).

11.4 If the offer of Offered Shares under this article 11.4 is for consideration other than cash or cash plus deferred payments of cash, the Purchaser shall pay the cash equivalent of such other consideration. If the Selling Shareholder and the Purchaser cannot agree on the amount of such cash equivalent within 10 days after the beginning of the 15-day period under article 11.2, any of such Parties may, by 3 days' written notice to the other, initiate appraisal proceedings under article 11.5 for determination of the cash equivalent. The Purchaser may give written notice to the Selling Shareholder revoking an election to purchase the Offered Shares within 10 days after determination of the appraised value, if it chooses not to purchase the Offered Shares.

11.5 If any shareholder, by written notice to the other shareholders, initiates an appraisal procedure to determine the amount of the cash equivalent of any consideration for Offered Shares, then the Selling Shareholder, on the one hand, and the Purchaser, on the other hand, shall each promptly appoint as an appraiser an individual who shall be a member of a Qualified Financial Institution. Each appraiser shall, within 30 days of appointment, separately investigate the value of the consideration for the Offered Shares as of the proposed Transfer date and shall submit a notice of an appraisal of that value to each shareholder. Each appraiser shall be instructed to determine such value without regard to income tax consequences to the Selling Shareholder as a result of receiving cash rather than other, consideration. If the appraised values of such consideration (the «Earlier Appraisals») vary by less than 10%, the average of the two appraisals on a per share basis shall be controlling as the amount of the cash equivalent. If the appraised values vary by more than 10%, the appraisers, within 10 days of the submission of the last appraisal, shall appoint a third appraiser who shall be a Qualified Financial Institution. The third appraiser shall, within 30 days of his appointment, appraise the value of the consideration for the Offered Shares (without regard to the income tax consequences to the Selling Shareholder as a result of receiving cash rather than other consideration) as of the proposed Transfer date and submit notice of his appraisal to each shareholder. The value determined by the third appraiser shall be controlling as the amount of the cash equivalent unless the value is greater than the two Earlier Appraisals, in which case the higher of the two Earlier Appraisals will control, and unless that value is lower than the two Earlier Appraisals, in which case the lower of the two Earlier Appraisals will control. If any shareholder fails to appoint an appraiser or if one of the 11.3 two initial appraisers fails after appointment to submit his appraisal within the required period, the appraisal submitted by the remaining appraiser shall be controlling. The cost of the foregoing appraisals shall be shared one-half by the Selling Shareholder and one-half by the Purchasers.

11.6 In the event that certain or all of the Offerees validly accept to purchase all of the Offered Shares pursuant to this article 11, the Selling Shareholder shall sell the Offered Shares to the Purchasers, and the Purchasers shall pay the purchase price for such Offered Shares in cash, on the latest to occur of:

- (a) thirty (30) days after the date of giving of the Acceptance Notice; and
- (b) thirty (30) days after the date of the last notification of the purchase price to a Purchaser if the purchase price is required to be finally determined by an appraiser in accordance with article 11.5. above;

11.7 Unless otherwise agreed among the Selling Shareholder and the accepting Offerees, the closing for the purchase of the Offered Shares by the accepting Offerees shall take place at the principal office of the Company during normal business hours. At the time and place so specified, the Selling Shareholder shall deliver instruments of transfer sufficient to transfer the Offered Shares to the appropriate Transferees against payment of the relevant purchase price.

11.8 In the event that: (a) the Offerees shall fail to validly accept to acquire all of the Offered Shares pursuant to the Sale Proposal; or (b) the accepting Offerees shall fail to timely purchase all of the Offered Shares within the period specified in article 11.6 above (the date of the first to occur of the events described in the foregoing subparagraphs (a) and (b), the «Termination Date»), then the Selling Shareholder shall have the right to accept, and to sell the Offered Shares pursuant to, the Bona Fide Offer; provided that in each such case:

- (i) the Tag-Along Right provided in article 12 hereafter may apply;
- (ii) the Board of Directors of the Company shall have resolved that the procedure for the exercise of the preemptive right as described herein has been complied with;
- (iii) the Transfer of the Offered Shares pursuant to the Bona Fide Offer shall take place within thirty (30) days after the Termination Date;
- (iv) the consideration described in the Bona Fide Offer is not changed in any respect and no other terms or provisions set forth in the Bona Fide Offer are modified in any material respect (it being understood that any such changes or modifications to the terms of the Bona Fide Offer would constitute a new offer which would be subject to the provisions of this article 11); and
- (v) written notice of such proposed Transfer shall have been given by the Selling Shareholder to the Company and all other shareholders at least fifteen (15) days prior to the date of the proposed Transfer.

Art. 12. Tag-along Right.

12.1 In the event that (i) one or several concerted Transfer(s) by a Common Shareholder or Common Shareholders together (for the purpose of this article 12, the «Selling Common Shareholders») would result in transferring 10% or more, but no more than 50%, of the Company's share capital to a Third Party or to several Third Parties acting in concert (a «Minority Transfer»), or (ii) one or several concerted Transfer(s) by any shareholder or shareholders together (for the purpose of this article 12, together with the Selling Common Shareholders the «Selling Shareholders») would result in transferring the control (meaning the transfer of more than 50 % of the voting rights) of the Company to a Third Party

or to several Third Parties acting in concert (a «Majority Transfer»), then each Class A Shareholder for (i) purposes or each Class A and Common Shareholder for (ii) purposes (for the purpose of this article 12, each an «Offeree») will be offered the opportunity and right to participate proportionally to their respective holding in the Company at the time of such event, (for the purpose of the above (i) and (ii), the «Tag Along Portion») in such Minority Transfer or Majority Transfer (for the purpose of this article 12 together a «Transfer») on the same terms and conditions as contained in the Bona Fide Offer provided that the Offerees have not accepted to, or have failed to validly or timely purchase all the Offered Shares under the Right of First Refusal set forth article 11 above (for purposes of article 12, the «Tag Along Right»), subject to article 15. Each Offeree shall have the right to sell the same percentage of its shares as the percentage of Selling Shareholders' Shares transferred in a Transfer (e.g. if the Selling Shareholders have sold 75% of their shares, the Offerees may sell 75%) of their shares), it being understood that for the calculation of that latter percentage, if there is more than one Selling Shareholder in a concerted sale, all Selling Shareholders shall be treated as one single entity (the «Relevant Proportion»).

12.2 Each Offeree shall have ten (10) days from the Termination Date (as such term is defined under article 11.8 above), by notice in writing to the Selling Shareholder(s) and the Company (the «Tag Along Notice»), to accept to sell such number of his Securities corresponding to the Relevant Proportion, on the same terms and conditions as contained in the Bona Fide Offer. Each Tag Along Notice shall indicate the number of Securities which the selling Offeree wishes to sell (the «Sold Shares») and contain the unconditional and irrevocable obligation of the selling Offeree to sell such number of Sold Shares on the same terms and conditions as contained in the Bona Fide Offer, it being specified that if a Transfer results from several transfers in the context of an open bid process, the purchase price under this Tag Along right shall be the higher of the purchase prices proposed under these Bona Fide Offers. In the event the Selling Shareholder (s) fails to receive a Tag Along Notice from any Offeree within such ten (10) day period, such Offeree shall be deemed to have declined to participate in the proposed Majority Transfer.

12.3 Each Selling Shareholder under a Transfer shall have the purchasing Third Party under such Transfer purchase the Sold Shares of each Offeree having sent a Tag Along Notice on the same terms and conditions as contained in the Bona Fide Offer. In that respect, each Selling Shareholder shall be jointly and severally liable with such Third Party and, failing such Third Party to so purchase the Sold Shares of an Offeree, the Selling Shareholder(s) will have to purchase such Sold Shares himself (or themselves). The Selling Shareholder(s) with respect to which the Majority fails to take place for a reason unrelated to such Selling Shareholder(s) shall be released from the obligation to purchase the Sold Shares himself (or themselves).

Art. 13. Drag-Along Right.

13.1 If at any time and from time to time, a Class A Shareholder, wishes to Transfer in a bona fide arms' length sale all of its shares to any Person or Persons who are not Affiliates of such Class A Shareholder (for purposes of this article 13, the «Proposed Transferee»), the Class A Shareholders shall have the right (for purposes of this article 13, the «Drag-Along Right») to require each other Shareholder (for purposes of this article 13, the «Shareholder») and together «Shareholders») to sell to the Proposed Transferee all of the shares then held by such Shareholder for the same per Fully-Diluted Share consideration as proposed to be received by the Proposed Transferee. Each Shareholder agrees to take all steps necessary to enable him or it to comply with the provisions of this article 13 to facilitate the exercise of a Drag-Along Right.

13.2 To exercise a Drag-Along Right, the Class A Shareholder(s) shall give each other Shareholder a joint written notice (for purposes of this article 13, a «Drag-Along Notice»), to be delivered as registered letter with receipt confirmation, containing (i) the name and address of the Proposed Transferee and (ii) the proposed purchase price, terms of payment and other material terms and conditions of the Proposed Transferee's offer. Each other Shareholder (for the purpose of article 13, each an «Offeree») shall thereafter be obligated (i) to sell its shares within thirty (30) days of delivery of the Drag-Along Notice or (ii) to purchase within sixty (60) days of delivery of the Drag-Along Notice all shares held by the Class A Shareholders exercising their Drag-Along Right pursuant to this article 13 on the same terms and conditions as the Bona Fide Offer of the Proposed Transferee (the «Right to Purchase») and applying the procedure set forth below in article 13.3. If the Shareholders do not notify the Class A Shareholder that they will exercise their Right to Purchase within fourteen (14) days of delivery of the Drag-Along Notice, they shall be obligated to sell their shares to the Proposed Transferee.

13.3 In the event an Offeree or Offerees together intend to purchase the shares held by the Class A Shareholder(s), the following procedure shall apply:

- a. The Offeree(s) must notify the Class A Shareholder(s) (by registered letter with receipt confirmation) within fourteen (14) days of delivery of the Drag-Along Notice of his/their intention to execute the Right of Purchase.
- b. Thereafter, the Offerees have a further thirty (30) days to present to the Class A Shareholder(s) one or more letter (s) of intent issued either by the Offerees themselves or by a Third Party, pertaining to all shares of the Class A Shareholder (s) and containing the information set forth under (i) to (v) of the definition of a Bona Fide Offer.
- c. The Offerees shall then procure that the purchase of the shares shall be executed at the latest sixty (60) days from delivery of the Drag-Along Notice,
- d. Should the Offeree(s) fail to deliver any one of the documents or substance within the respective deadlines described under a. through c. above, they shall be obligated to sell their shares to the Proposed Transferee with immediate effect.

e. Following their initial notification under a. above the Offerees shall have the possibility at all times to withdraw from their intention to execute the Right of Purchase. Then paragraph d. shall apply.

Art. 14. Right to a Replacement Offer. Notwithstanding any restrictions on transfer otherwise contained in these Articles, and as an alternative to the Right of First Refusal set forth in Article 11, in the event (a) of a proposed transfer by the «A» Majority pursuant to Article 13 or (b) that a Shareholder elects to invoke the Tag-along pursuant to Article 13, any Shareholder may present a replacement offer from a third party buyer (the «Replacement Offer»), provided that:

(a) notice of the Replacement Offer shall be made no later than 60 days after either the service of a compulsory sale notice or the date as of which a Shareholder has invoked the Tag-along right, as the case maybe, which notice shall be irrevocable;

(b) the purchase of Shares pursuant to such Replacement Offer shall be completed no later than 90 days after either the service of a Tag-Along Notice or Drag-Along Notice (as defined in Articles 12 or 13) or the date as of which a Shareholder has invoked Tag-Along right or the Drag-Along Right, as the case may be; and

(c) the Replacement Offer is on the basis of a Bona Fide Offer with terms no less favourable than those previously offered in connection with the proposed transfer.

If the Replacement Offer is other than strictly for cash or contains a Deferred Payment in circumstances where the original Tag-Along Notice or Drag-Along Notice did not, then the Investors or the Shareholder(s) invoking the Tag-Along Right or the Drag-Along Right (as the case may be) shall have the right to reject such Replacement Offer and the parties shall be obligated to proceed with the transfer of Shares in accordance with either Articles 12 or 13, as the case may be. Otherwise, if there is a dispute as to the equivalence of the Replacement Offer, the value of such Replacement Offer shall be determined by the Expert in accordance with Article 11. Subject to the foregoing, the Replacement Offer shall be binding on all Shareholders.

Art. 15. Pre-emptive subscription right.

15.1 Notwithstanding the provisions of article 6 and article 8 of these Articles, the Class A and Common Shareholders have the right to subscribe for a proportionate share of any future equity and equity-like offerings by the Company with the exception of:

1. Issuance of securities in furtherance of a public offering;
2. Issuance of securities in furtherance of acquisitions by the Company of other businesses; or
3. Issuance of securities in furtherance of the Stock Option Plan.

15.2 Notice of any shareholder's intention to accept in whole or in part any offer made pursuant to article 15.1 hereof shall be evidenced by a writing delivered to the Company prior to the end of the thirty (30) day period of such offer, setting forth that portion of the Securities offered as such shareholder elects to purchase (the «Notice»). If any shareholder shall subscribe for less than its proportionate percentage of the Securities offered to be sold, the other subscribing shareholders shall be entitled to purchase the balance of that shareholder's proportionate percentage in the same proportion in which they were entitled to purchase the Securities offered in the first place (excluding for such purposes such shareholder). The Company shall notify each shareholder five (5) days following the expiration of the thirty (30) day period described above of the amount of Securities offered which each shareholder may purchase pursuant to the foregoing sentence and each shareholder will then have five (5) days from the receipt of such notice to indicate such additional amount, if any, that such shareholder wishes to purchase.

15.3 In the event that Notices are not given by the shareholders in respect of all the Securities offered, the Company shall have one hundred and twenty (120) days from the expiration of the foregoing thirty (30) or forty (40) day period, whichever is applicable, to sell or enter into an agreement to sell all or any part of such Securities offered as to which a Notice has not been given by shareholders to any other Person or Persons, but only for cash and otherwise in all respects upon terms and conditions which are no more favorable to such other Person or Persons or less favorable to the Company than those set forth in the original offer.

15.4 In each case, any Securities offered but not purchased by the Shareholders or other Person or Persons in accordance with article 15.3 may not be sold or otherwise disposed of until they are again offered to the shareholders under the procedures specified in this article 15.

C. Board of Directors

Art. 16. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least four and up to six members. For as long as the Class A Shareholder retains ownership of at least 10 % of the Company's Shares, two members shall be elected among the persons proposed by the Class A Shareholders. A maximum of three members shall be elected among the persons proposed by a majority of the Common Shareholders. At all times when the Class A Shareholders are not so represented on the Board, the Class A Shareholders shall be entitled to designate an observer without voting rights at all meetings of the Board.

Art. 17. The President shall be chosen by the Directors among the Common Directors and he shall have a casting vote in case of an even number of Directors.

The Company shall reimburse the shareholders for all reasonable out-of-pocket expenses incurred by their Director or observer directly in connection with attendance at the meetings of the Board of Directors in compliance with the Company's expense policy.

The Board of Directors shall meet at least every two months during the first year after the incorporation, and afterwards at any time upon the written notice by the President or by two Directors then in office.

Written notice of any meeting of the Board of Directors must be given to Directors seventy-two hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each Director in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors, of which at least one A Director and one Common Director, is present or represented at a meeting of the board of directors.

Any Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, email or facsimile another Director as his proxy. Any Director may represent one or more of his colleagues.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Except as stated in article 18 of these Articles of Incorporation, decisions shall be taken by a majority of votes of the Directors present or represented at such meeting.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 18. Special majority matters. The Board of Directors of the Company shall not take any of the following decisions or actions without the prior written consent of at least one A Director:

(i) a sale of all or substantially all of the assets of the Company, including a sale or disposal of subsidiaries or financial participation, unless the sale qualifies as Qualified Sale of the Company;

(ii) the incurrence or settlement of indebtedness for borrowed money in excess of EUR 100,000.- to third parties by the Company;

(iii) the acquisition by the Company or its subsidiaries of any other businesses or of individual assets exceeding (individually or in the aggregate) a price of fifty thousand Euros (EUR 50,000.-) per transaction;

(iv) any issuance of Shares (other than a share issuance pursuant to an exercise of rights under an employee stock option plan and other stock incentive programs approved by the Class A Shareholder);

(v) any transaction of the Company with a Common Shareholder or a related party to any of those, which is likely to represent a conflict of interest, other than employment contracts in line with best practices;

(vi) any hiring or dismissal by the Company or its subsidiaries of key people, any conclusion of employment or similar contracts providing for aggregate annual payments of salary, bonus etc. in excess of € 75,000.- or any loans or advances granted to any employee or key people in excess of € 3,000.-;

(vii) any increases of the aggregate remuneration (in whatever form) of individual employees or consultants (including bonuses) of greater than 25.00% for any given year;

(viii) the formation or acquisition of any subsidiary or branch office;

(ix) any decision for the sale or IPO of the Company including, but not limited to, the choice of financial and other advisors;

(x) the appointment of key people and the engagement of significant external professional advisors, including specifically commercial representatives, the Company's or its subsidiaries' auditors, investment banking advisers, the CEO in the event of resignation of the current CEO and the liquidator in case of liquidation;

(xi) the implementation of and changes to the employee stock option plans or any other vesting schedule;

(xii) any transaction with an affiliate of the Company or its subsidiaries (other than employment agreements consistent with past practice, except as set forth below);

(xiii) the repayment or guarantee by the Company or its subsidiaries of debt owed by or to the Company's officers, directors, employees or stockholders;

(xiv) the annual budget and any significant changes or deviations thereof.

Art. 19. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the President or, in his absence, by the vice-President, or by two Directors. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the President, or by two Directors.

Art. 20. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

According to article 60 of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more Directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be determined by a resolution of the Board of Directors. The delegation to a member of the Board of Directors is subject to prior authorisation, of the general meeting of shareholders. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 21. The Company will be bound by the joint signature of two Directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors.

D. General meetings of shareholders

Art. 22. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting is convened by the Board of Directors.

It may also be convened by request of shareholders representing at least 10% of the Company's share capital.

Art. 23. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Wednesday in March at 2 p.m.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits required by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile. Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present or represented.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 24. Except as set forth below and as provided for by law, all shareholders vote together as a single class on all matters.

The Class A Shares and the Common Shares shall vote as separate classes in favor of any amendment that will change, by amendment to these Articles of Incorporation or otherwise, the terms and provisions of the Common Shares so as to affect the rights and preferences of the holders thereof.

No shares may be issued having voting rights, dividends or rights upon liquidation or sale senior or pari passu to those of the Class A Shares without the consent of the holders of a majority of the Class A Shares voting together as a class.

No obligation of the Company will be entered into and no decision will be made nor any action taken with respect to any of the following matters, except with the prior written consent of the majority of Class A Shares:

- (i) any amendment of the Articles of Incorporation or the articles of incorporation of its Subsidiaries;
- (ii) Any payment by the Company or its subsidiaries of dividends on its capital stock or any repurchase of capital stock by the Company or its subsidiaries (other than stock repurchases at cost pursuant to employment vesting arrangements);
- (iii) any issuance of Securities (other than stock issuance pursuant to exercise of rights under the Share Option Plan and other stock incentive programs which have been approved by the Class A Shareholders), any suppression of the preferential subscription right («droit préférentiel de souscription») and of any rights attached to the Class A Shares;
- (iv) any payment by the Company or its Subsidiaries of dividends on its capital stock or any repurchase of capital stock by the Company or its Subsidiaries (other than stock repurchases at cost pursuant to employment vesting arrangements);
- (v) any decision for the disposal or Sale of the Company or an Initial Public Offering, including the choice of financial and other advisors, in the context of such transaction;
- (vi) the merger, or consolidation of the Company with or into another corporation;
- (vii) any material change in the Company's line of business or that of its subsidiaries;
- (viii) any change to the composition or the number of board members;
- (ix) the repayment or guarantee by the Company or its subsidiaries of debt owed by or to the Company's officers, directors, employees or shareholders;

All other decisions to be taken by the shareholders under applicable law shall be taken according to the quorum and majority rules provided for under Luxembourg law.

E. Supervision of the Company

Art. 25. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six years.

F. Financial year - Profits

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

Art. 27. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

There will be no dividend distribution until a) a Sale or Initial Public Offering or b) the expiry of 4 years from the incorporation, whichever occurs first, unless such dividend has been approved with the prior consent of the Common Shareholders.

G. Liquidation - And sale preference right

Art. 28. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

28.1 First money out

On a Liquidation Event or Sale Event (including as the case may be through the exercise by the Class A Majority of the Drag-along in Article 13 or the Tag-along in Article 12 of the Articles of Incorporation) (together an «Exit Event») in which the consideration paid is either in cash or in shares and the terms of such Exit Event contain a provision for deferred payment, which shall include, but not be limited to, deferred vesting of share consideration or an earn-out provision (the «Deferred Payment»), each Class A Shareholder shall, after consultation with the Common Shareholders, have a separate right to (i) elect to receive payment in full for their Shares from the non-deferred portion of the consideration (the «Initial Consideration») and (ii) elect to receive any cash portion of any such Initial Consideration (the «Cash Consideration») or Deferred Payment in priority to the other Shareholders on such Exit Event (taking into account the Liquidation Preference Right), provided that if the Initial Consideration or the Cash Consideration, as the case may be, is not sufficient to make payment in full to each Class A shareholder in accordance with the Liquidation Preference Right, then the Initial Consideration and the Cash Consideration shall be distributed to the each Class A shareholder prior to any distributions to the other Shareholders and the Class A Shareholders shall be entitled to receive the balance owed in regard to their Shares from the Deferred Payment prior to any distribution to the other Shareholders in conformity with the Liquidation and Sales Preference Right granted below to the Class A Shareholders.

28.2 Liquidation and Sales Preference Right

On a Liquidation or Sale of the Company (including as the case may be through the exercise by the «A» Majority of the Drag-along in Article 13 or the Tag-along in Article 12 of the Articles of Incorporation), the Class A Shareholders shall be entitled in respect of each of their Class A Shares (in proportion to the number of such shares held by each of them) in priority to the Ordinary Shareholders, to be paid out of the surplus assets of the Company remaining after payment of its liabilities or an amount equal to:

(A) the Subscription Price for each of their Class A Shares plus any loans or similar funding remaining outstanding (together with interest accrued thereon) plus any dividends that have been declared and not paid in respect of such Class A Shares; then

(B) a further amount per Class A Share calculated by dividing any surplus capital by the issued Share Capital (on an as-converted basis).

H. Amendment of the articles of incorporation

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted under the conditions of quorum and majority provided for in article 67-1 of the Law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies, as amended.

I. Final clause - Applicable law

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on companies and amendments thereto.»

Fifth resolution

The General meeting grants, by special vote, full discharge to the resigning director Mr. Clyde Everett Weeks III, with a mailing address of 2598 West Pebble Creek Lane - Lehi, UT 84043, USA for the accomplishment of his duties as former Director of the Company.

Sixth resolution

The General Meeting resolve to fix the number of Directors at four.

The following persons are appointed Directors:

- a) Mr. Marc Tluszczyk, company director, with professional address at 23, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.
- b) Mr. Mauro Mariani, company director, with professional address at 23, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.
- c) Mr. Stefan A. Surzycki, company director, residing at 51, boulevard Voltaire, Paris 75011, France.
- d) Mr. Aleksandar Stojanoski, company director, residing at 5, rue des 4 Vents, Paris 75006, France.

Seventh resolution

The General Meeting resolve to fix the number of statutory auditors at one.

The following person is appointed statutory auditor:

MAZARS, having its registered office at 10 A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately five thousand euro (EUR 5,000.-).

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation. Upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons known to the notary by their names, first names, civil status and residences, said persons signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Jahre zweitausendsechs, den zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre von NOOMAIL MANAGEMENT S.A., einer société anonyme gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg (die «Gesellschaft») mit Sitz in 36, rue Gabriel Lippmann, L-2449 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 110706 und gegründet gemäß Urkunde des Notars Maître Jean-Joseph Wagner vom 20. September 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 18. Januar 2006, Nr. 117, Seite 5598, abgehalten.

Die Versammlung wurde um 14.30 Uhr unter dem Vorsitz von Nicole Schmidt-Troje, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg eröffnet, die als Sekretär Andrea Hoffmann, Privatangestellte, wohnhaft in Luxemburg wählte.

Die Versammlung wählte als Stimmzähler Jean-Baptiste Beauvoir-Planson, maître en droit, wohnhaft in Luxemburg.

Somit ist die Versammlung ordnungsgemäß zusammengesetzt und die Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Dass die gegenwärtige Generalversammlung über folgende Tagesordnung zu befinden hat:

Tagesordnung:

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals auf zweiundvierzigtausenddreihundertsechundachtzig Euro und dreißig Cents (EUR 42.386,30) durch die Ausgabe von dreitausendsechshundertdreiundsiebzig (3.673) Aktien der Klasse A mit einem Nominalwert von drei Euro und zehn Cents (EUR 3,10) pro Aktie, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht für die Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren;

2. Änderung des Gesellschaftszwecks, der wie folgt lauten soll:

«Die Gesellschaft bietet Netzverwaltungsmöglichkeiten an, unter anderem über das Internet.

Zudem bietet die Gesellschaft Beratungsdienste in diesem Fachbereich an.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur oder Aktivitäten in Zusammenhang mit Immobilien oder Mobilien betreiben, die direkt oder indirekt der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind oder als für die Begünstigung der Umsetzung und Entwicklung des oben genannten Zweckes verantwortlich gelten.

Ein weiterer Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere

Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.»

3. Umbenennung der Gesellschaft in JOOCE S.A.;
4. Vollständige Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft;
5. Entlastung des zurücktretenden Verwaltungsratsmitglieds;
6. Ernennung neuer Verwaltungsratsmitglieder; und
7. Ernennung eines neuen Rechnungsprüfers.

II. Dass alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl ihrer Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen sind. Diese Liste wird gegenwärtiger Urkunde, die ordnungsgemäß von den anwesenden Aktionären, von den bevollmächtigten Aktionärsvertretern sowie vom Versammlungsvorstand unterschrieben wurde, der vorliegenden Urkunde beigefügt wird, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, die von den Erschienen unterzeichnet wurden, werden ebenfalls der vorliegenden Urkunde beigefügt.

III. Dass das gesamte Gesellschaftskapital in gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten ist und alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären Kenntnis der Tagesordnung gehabt zu haben und somit keine Einladungen erforderlich waren. Das Stimmrecht der Aktien, die von der Gesellschaft gehalten werden, wird in dieser Versammlung gemäß Artikel 49-5(i)a) des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, ausgesetzt.

IV. Dass die gegenwärtige Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet ist und über die Punkte auf der Tagesordnung beraten kann.

Nach Beratung fasst die Hauptversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, das Kapital der Gesellschaft um einen Betrag von elftausenddreihundertsechundachtzig Euro und dreißig Cents (EUR 11.386,30) zu erhöhen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) auf einen Betrag von zweiundvierzigtausenddreihundertsechundachtzig Euro und dreißig Cents (EUR 42.386,30) zu erhöhen.

Alle bestehenden Aktionäre der Gesellschaft verzichten auf ihr Vorzugsrecht für die Zeichnung der Aktien, die in Zusammenhang mit der Kapitalerhöhung ausgegeben werden.

Die Hauptversammlung beschließt, dass die oben genannte Kapitalerhöhung durch die Ausgabe von dreitausendsechshundertdreiundsiebzig (3.673) Aktien der Klasse A mit einem Nominalwert von drei Euro und zehn Cents (EUR 3,10) pro Aktien erfolgt.

Die Hauptversammlung genehmigt die Zeichnung durch NEW TECH VENTURE CAPITAL INVESTMENTS II S.à r.l. der dreitausendsechshundertdreiundsiebzig (3.673) neuen Aktien der Klasse A mit einem Nominalwert von drei Euro und zehn Cents (EUR 3,10) für einen Gesamtbetrag von sechshundertfünfzigtausend Euro (EUR 650.000,-) erfolgt, wobei die sechshundertfünfzigtausend Euro (EUR 650.000,-) durch einen Barbetrag von sechshunderttausend Euro (EUR 600.000,-) und einen Kredit zugunsten der Gesellschaft in Höhe von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) gezahlt werden und wie folgt verteilt werden: elftausenddreihundertsechundachtzig Euro und dreißig Cents (EUR 11.386,30) werden dem Gesellschaftskapital zugewiesen und sechshundertachtunddreißigtausendsechshundertdreizehn Euro und sieben Cents (EUR 638.613,70) der Emissionsprämie.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, den Zweck der Gesellschaft wie folgt abzuändern:

« **Art. 4.** Die Gesellschaft bietet Netzverwaltungsmöglichkeiten an, unter anderem über das Internet.

Zudem bietet die Gesellschaft Beratungsdienste in diesem Fachbereich an.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur oder Aktivitäten in Zusammenhang mit Immobilien oder Mobilien betreiben, die direkt oder indirekt der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind oder als für die Begünstigung der Umsetzung und Entwicklung des oben genannten Zweckes verantwortlich gelten.

Ein weiterer Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder, welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.»

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Bezeichnung der Gesellschaft von NOOMAIL MANAGEMENT S.A. in JOOCE S.A. zu ändern.

Vierter Beschluss

Im Anschluss an die oben stehenden Beschlüsse, beschließt die Hauptversammlung, die Satzung der Gesellschaft vollständig umzuformulieren, die nun wie folgt lauten soll:

«A. Definitionen - Name - Dauer - Zweck - Sitz

Art. 1. Definitionen.

«Schwestergesellschaft» bezeichnet in Zusammenhang mit einer bestimmten Person jegliche Person, die unmittelbar oder mittelbar durch die Kontrolle einer oder mehrerer Mittelpersonen die betreffende Person kontrolliert, von dieser kontrolliert wird oder mit dieser unter gemeinsamer Kontrolle steht. In diesem Zusammenhang bezeichnet der Begriff «Kontrolle» (sowie die Begriffe «kontrollieren», «kontrolliert durch» und «unter der gemeinsamer Kontrolle mit») den unmittelbaren oder mittelbaren Besitz der Geschäftsführungsbefugnis sowie die Ausübung des Einflusses auf die Geschäftsführungspolitik einer Person, sei es durch den Besitz von stimmberechtigten Wertpapieren, durch den Abschluss von Verträgen oder auf andere Weise.

«Verwässerungsschutz» hat die in Artikel 9 geschilderte Bedeutung.

«Satzung» bezeichnet die vorliegende Satzung.

«Verwaltungsrat» bezeichnet den conseil d'administration der Gesellschaft.

«Aufrichtiges Angebot» bezeichnet ein unwiderrufliches aufrichtiges Angebot, das schriftlich von einem Dritten gemacht wurde, zwecks Erwerb einer bestimmten Anzahl von Wertpapieren, wobei das Angebot folgende Elemente beinhaltet: (i) die Art, die Anzahl und die Klasse der zu erwerbenden Wertpapiere, (ii) der pro Wertpapier angebotene Kaufpreis, (iii) die Geschäftsbedingungen des Angebots, einschließlich diesbezüglicher Vertretungsnachweise, Garantien und Entschädigungen, (iv) den Namen und die Adresse des Anbieters sowie seiner Kontrollpersonen (siehe Definition des Begriffs «Kontrolle» in der Definition von «Schwestergesellschaft»), und (v) die nachgewiesenen finanziellen Mittel des Anbieters hinsichtlich des beabsichtigten Erwerbs, vorausgesetzt, dass das Angebot keinen Bedingungen unterliegt, deren Erfüllung in den Kontrollbereich eines solchen Dritten fällt.

«Geschäftstag» bezeichnet jeden Tag mit Ausnahme von Samstagen, Sonntagen, gesetzlich festgelegten Ferientagen sowie Tagen, an denen die luxemburgischen Handelsbanken geschlossen bleiben sollen.

«Verwaltungsratsmitglied der Klasse A» bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder, die von den Aktionären der Klasse A zur Wahl vorgeschlagenen werden.

«Mehrheit der Klasse A» bezeichnet den Mehrheitsbeschluss der Aktionäre der Klasse A, die gemeinsam als eine Klasse abstimmen.

«Aktionär der Klasse A» bezeichnet alle eingetragenen Inhaber von Aktien der Klasse A.

«Abschlussdatum» bezeichnet den 22. Dezember 2006.

«Gemeinsame Aktionäre» bezeichnet alle eingetragenen Inhaber einer Gemeinsamen Aktie.

«Gemeinsame Verwaltungsratsmitglieder» bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder, die von den Gemeinsamen Aktionären zur Wahl vorgeschlagenen werden.

«Aktien der Klasse A» bezeichnet die Vorzugsaktien der Klasse A der Gesellschaft mit einem Nominalwert von drei Euro zehn Cents (EUR 3,10) pro Aktie.

«Gemeinsame Aktien» bezeichnet Stammaktien der Gesellschaft mit einem Nominalwert von drei Euro zehn Cents (EUR 3,10) pro Aktie.

«Gesellschaft» bezeichnet die Gesellschaft.

«Drag-Along Mitteilung» hat die in Artikel 13 erläuterte Bedeutung.

«Drag-Along Recht» hat die in Artikel 13 erläuterte Bedeutung.

«Aktiennettoeinlage» bezeichnet im Rahmen von jeglichen Berechnungen die Gesamtanzahl von Aktien, wenn man davon ausgeht, dass jegliche wandelbare Wertpapiere in Aktien konvertiert und jegliche Optionsrechte, Optionscheine oder ähnliche Rechte oder Wertpapiere (ungeachtet der Tatsache, ob sie zu diesem Zeitpunkt ausgeübt werden können oder nicht) ausgeübt wurden, um Aktien zu erwerben.

«Aktienzeichnungsangebot» oder AZA bezeichnet ein öffentliches Zeichnungsangebot der Aktien, entweder durch eine Aktienaussgabe oder durch einen öffentlichen Verkauf der Aktien, z.B. die offizielle Veröffentlichung (oder jegliche andere gemäß den jeweiligen Vorschriften vorgesehene formelle Offenlegung) durch die zuständige Staats- oder Verwaltungsbehörde einer offiziellen Katalogisierung bzw. einer formellen Genehmigung für den öffentlichen Börsenhandel mit den Aktien, die durch die Gesellschaft auf einer Europäischen Aktienbörse oder auf einem international anerkannten öffentlichen Aktienmarkt in Luxemburg oder im Ausland ausgegeben werden.

«Liquidationsfall» bezeichnet eines der nachfolgenden Ereignisse: (i) Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Gesellschaft, (ii) Auflösung der Gesellschaft aus Gründen, die sich von den nachstehend unter «Verkauf der Gesellschaft» definierten Gründen unterscheiden.

«Vorzugsrecht im Liquidationsfall» bezeichnet das in Artikel 28 definierte Vorzugsrecht, das den Aktionären der Klasse A gewährt wird.

«Börsennotierung» bezeichnet einen erfolgreichen Antrag, in Zusammenhang mit allen oder einzelnen Aktien der Gesellschaft, auf Börsenzulassung an einem zugelassenen Börsenplatz, der von der Mehrheit der Klasse A zu diesem Zweck angenommen wurde, für alle oder einzelne Aktien der Gesellschaft, die zum Handel an einer solchen Börse zugelassen werden.

«Person» bezeichnet jede Einzelperson, Gesellschaft, Mitbeteiligungsgesellschaft, Treuhandgesellschaft oder Organisation, oder eine Regierung oder jede Agentur oder jeden politischen Arm der letzteren.

«Vorkaufsrecht» hat die in Artikel 15 erläuterte Bedeutung.

«Proportionales Verkaufsrecht» hat die in Artikel 13 erläuterte Bedeutung.

«Qualifiziertes Finanzinstitut» bezeichnet eine Investitionsbank oder ein ähnliches Finanzinstitut mit international anerkannter Erfahrung oder ein Institut, das nach Ansicht der Aktionäre einen ausreichend guten Ruf hat.

«Qualifiziertes Aktienzeichnungsangebot» bezeichnet ein Aktienzeichnungsangebot, das eine Voreinschätzung der Gesellschaft für 100 % der Wertpapiere (ungeachtet der Tatsache, ob die Gesamtheit dieser Wertpapiere Gegenstand des Aktienzeichnungsangebots sind oder nicht) in Höhe von mindestens fünfzig Millionen Euro (EUR 50.000.000,-) beinhaltet.

«Qualifizierter Verkauf der Gesellschaft» bezeichnet den Verkauf der Gesellschaft für einen Preis, der eine Einschätzung der Gesellschaft für 100% der Wertpapiere für einen Mindestpreis von sieben Millionen fünfunddreißig Millionen Euro (EUR 35.000.000,-) beinhaltet.

«Vorhandrecht» hat die in Artikel 11 erläuterte Bedeutung.

«Verkauf der Gesellschaft» bezeichnet (i) den Verkauf aller oder eines Großteils der Aktiva oder des Geschäftsbetriebs der Gesellschaft an einen Dritten, (ii) den Verkauf oder die Ausgabe an einen Dritten von mehr als fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals und der Stimmrechte der Gesellschaft (auf einer Aktiennettoeinlagenbasis für den Fall einer Ausgabe von neuen Aktien), oder (iii) die Fusion oder die Konsolidierung der Gesellschaft mit oder in eine andere Gesellschaft, wobei ein Dritter unmittelbar oder mittelbar mehr als fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals und der Stimmrechte der infolge der Fusion oder Konsolidierung entstehenden Gesellschaft erwirbt (eine jede der vorgenannten Hypothesen wird einzeln als «Gesellschaftsverkaufsereignis» bezeichnet).

«Verkaufsvorschlag» hat die in Artikel 11 erläuterte Bedeutung.

«Wertpapiere» bezeichnet alle bestehenden und zukünftigen übertragbaren Wertpapiere, die gesetzlich zugelassen sind und einen gegenwärtigen oder zukünftigen Anspruch auf einen Teil des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft darstellen oder gewähren, sowie alle Wertpapiere der Gesellschaft, die aus welchem Grund auch immer (Zeichnung, Übertragung, Schenkung, Vermächtnis, kostenlose Verteilung, Fusion, Spaltung, usw.) verteilt werden, sowie die mit den Wertpapieren verbundenen Rechte und Optionsscheine (einschließlich aber nicht ausschließlich des Vorkaufsrechts, des so genannten «droit préférentiel de souscription»). Im Rahmen jeglicher Berechnungen wird den Wertpapieren, die keine Aktien sind, unter Bezugnahme auf ihren jeweiligen Anteil im Gesellschaftskapital Rechnung getragen, wobei die Wertpapiere berechnungsbedingt in Aktien ausgedrückt werden.

«Aktionär» bezeichnet jeden eingetragenen Inhaber von Aktien der Klasse A oder Gemeinsamen Aktien.

«Aktien» bezeichnet die Aktien der Klasse A, die Gemeinsamen Aktien und jede andere Aktienklasse, die zu einem beliebigen Zeitpunkt von der Gesellschaft ausgegeben werden kann.

«Verkaufsaktionär» hat die in Artikel 11 erläuterte Bedeutung.

«Besondere Mehrheit» hat die in Artikel 18 erläuterte Bedeutung.

«Mitarbeiterbeteiligungsplan» bezeichnet einen Beteiligungsplan, der von der Gesellschaft aufgestellt wird und gemäß dem insgesamt höchstens 1.841 Gemeinsame Aktien den Verwaltungsratsmitgliedern, den Angestellten und/oder den Beratern der Gesellschaft zugeteilt werden können.

«Zeichnungspreis» bezeichnet in Bezug auf eine Aktie, den Betrag, der für eine solche Aktien eingezahlt wurde oder als eingezahlt gilt (einschließlich des Gesamtbetrages jeglicher Prämie, die bei der Zeichnung der Aktie zu zahlen ist, unabhängig davon, ob diese Prämie anschließend für einen bestimmten Zweck verwendet wird oder nicht).

«Tag-Along Mitteilung» hat die in Artikel 12 erläuterte Bedeutung.

«Tag-Along Recht» hat die in Artikel 12 erläuterte Bedeutung.

«Dritter» bezeichnet jede Person, die kein Aktionär, keine Schwestergesellschaft und keine Tochtergesellschaft eines Aktionärs ist.

«Übertragung» bezeichnet im Hinblick auf Aktien die Übertragung, den Verkauf, die Zuteilung, die Verpfändung, die Beleihung, die Schaffung einer Sicherheit oder eines Pfandrechtes, die Übergabe an eine Treuhandgesellschaft (stimmrechtig oder auf andere Weise), die Beteiligung am Kapital oder jede andere Art und Weise, einschließlich infolge einer Fusion oder Konsolidierung, die Belastung oder Verfügung, unmittelbar oder mittelbar, freiwillig oder nicht, von solchen

Aktien; im Rahmen der vorliegenden Satzung bezeichnen die Begriffe «Übertragender» jede Person, die eine Aktie überträgt, und «Übernehmer» jede Person, der eine Aktie übertragen wird.

«100% Angebot» bezeichnet ein aufrichtiges Angebot für alle ausstehenden Wertpapiere oder Aktiva der Gesellschaft, einschließlich infolge eines Verkaufs einer Beteiligung im Rahmen einer Fusion oder Konsolidierung der Gesellschaft mit einer anderen Person.

Art. 2. Es besteht eine zwischen den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der in dieser Satzung ausgestellten Aktien eine Aktiengesellschaft, die die Bezeichnung JOOCE S.A. führt.

Art. 3. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft bietet Netzverwaltungsmöglichkeiten an, unter anderem über das Internet.

Zudem bietet die Gesellschaft Beratungsdienste in diesem Fachbereich an.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur oder Aktivitäten in Zusammenhang mit Immobilien oder Mobilien betreiben, die direkt oder indirekt der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind oder als für die Begünstigung der Umsetzung und Entwicklung des oben genannten Zweckes verantwortlich gelten.

Ein weiterer Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, gegründet werden.

Falls durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur die Gesellschaft nach Ansicht des Verwaltungsrates in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz eingeschränkt oder der reibungslose Verkehr zwischen dem Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder falls eine solche Einschränkung oder Behinderung unmittelbar bevorsteht, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Maßnahme berührt die luxemburgische Staatszugehörigkeit der Gesellschaft nicht.

B. Kapital - Aktien

Art. 6. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt zweiundvierzigtausenddreihundertsechundachtzig Euro und dreißig Cents (EUR 42.386,30) und ist in dreitausendsechshundertdreiundsiebzig (3.673) Aktien der Klasse A und in zehntausend (10.000) Gemeinsame Aktien mit einem Nennwert von jeweils drei Euro und zehn Cents (EUR 3,10) eingeteilt.

Das genehmigte Aktienkapital, einschließlich des ausgegebenen Gesellschaftskapitals, beträgt fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,-).

Das genehmigte Aktienkapital dient folgendem Zweck:

1. der Ausgabe von Wertpapieren zur Förderung von öffentlichen Angeboten;
2. der Ausgabe von Wertpapieren zur Förderung des Erwerbs anderer Betriebe durch die Gesellschaft;
3. der Ausgabe von Wertpapieren zur Förderung eines Mitarbeiterbeteiligungsplans.

Infolgedessen ist der Verwaltungsrat dazu ermächtigt, während eines Zeitraumes von fünf Jahren, ab dem Datum der Veröffentlichung dieser Satzung:

- das Gesellschaftskapital einmalig oder in mehreren aufeinander folgenden Phasen durch die Ausgabe von neuen in bar einzuzahlenden Aktien, mit oder ohne Emissionsprämie, zu erhöhen;
 - den Ort, das Datum der Ausgabe oder der aufeinander folgenden Ausgaben festzulegen, sowie den Ausgabepreis (einschließlich Emissionsprämie) und die Bedingungen für die Zeichnung und die Einzahlung der neuen Aktien gemäß den Bedingungen des Mitarbeiterbeteiligungsplans oder anderer Prämiensysteme;
 - die Vorzugsrechte der bestehenden Aktionäre im Rahmen von Aktienaussgaben, deren Einzahlung in bar zu erfolgen hat, aufzuheben beziehungsweise einzuschränken,
- es sei denn, der letzte Absatz dieses Artikels 6 sehe etwas anderes vor.

Das gezeichnete und das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft können durch Beschluss der Aktionäre, entsprechend den gesetzlichen Erfordernissen für Satzungsänderungen, erhöht oder herabgesetzt werden. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und unter den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 7. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Namensaktien geführt, das jedem Aktionär zur Einsicht offen steht. Dieses Register enthält alle Angaben, die von Artikel neununddreißig des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über Handelsgesellschaften, neue Fassung, vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register festgestellt. Aktienzertifikate, die die Eintragung im Register bestätigen, werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Die Gesellschaft kann Zertifikate für Inhaberaktien ausstellen. Diese Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte eine Aktien im Eigentum von mehr als einer Person sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer dieser Aktien gegenüber der Gesellschaft ernannt worden ist.

Art. 8. Die Gesellschaft kann das Gesellschaftskapital durch Beschluss der Aktionäre ein- oder mehrmals erhöhen beziehungsweise herabsetzen. Dieser Beschluss unterliegt den Mehrheits- und Anwesenheitserfordernissen, die für die Abänderung der gegenwärtigen Satzung gesetzlich und von gegenwärtiger Satzung festgelegt werden. Das Gesellschaftskapital kann ebenfalls ein- oder mehrmals durch den Verwaltungsrat im Rahmen seiner Befugnisse in Bezug auf das genehmigte Kapital erhöht beziehungsweise herabgesetzt werden.

Unter Vorbehalt der ausführlicheren Bestimmungen des Artikels 15 der vorliegenden Satzung werden die neu zu zeichnenden Aktien vorzugsweise den bestehenden Aktionären angeboten und zwar im Verhältnis zu dem von ihnen jeweils gehaltenen Anteil am bestehenden Aktienkapital. Der Verwaltungsrat legt den Zeitraum fest, in dem das oben genannte Vorzugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum beträgt mindestens dreißig Tage.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen ist die Hauptversammlung dazu ermächtigt, gemäß den Mehrheits- und Anwesenheitserfordernissen, die für die Abänderung der gegenwärtigen Satzung erforderlich sind, das oben genannte Vorzugsrecht einzuschränken beziehungsweise darauf zu verzichten, oder aber dem Verwaltungsrat diese Einschränkung beziehungsweise Aufhebungsbefugnis zu erteilen, vorausgesetzt, dass das in Artikel 15 der vorliegenden Satzung beschriebene Verfahren befolgt wird.

Art. 9. Verwässerungsschutz.

9.1 In dem vorliegenden Artikel 9 haben folgende Wörter und Begriffe folgende Bedeutung:

«Zusätzliche Aktien» bezeichnet jegliche Gemeinsamen Aktien oder andere Aktien, die von der Gesellschaft nach der Ausgabe von Aktien der Klasse A ausgegeben wurden (oder gemäß Artikel 9.3. als ausgegeben betrachtet werden), bei denen es sich nicht um Aktien handelt, die:

- bei der Umwandlung von Aktien der Klasse A ausgegeben wurden und werden können;
- durch eine Dividende oder andere Ausschüttungen auf Aktien, die vorher von dem Verwaltungsrat genehmigt wurden, ausgegeben wurden und werden können, wobei die Genehmigung ausdrücklich bestätigen muss, dass die Ausgabe keine Zusätzlichen Aktien im Hinblick auf diesen Artikel 9 darstellt;
- gemäß Beteiligungstiteln ausgegeben wurden und werden können, die als Teil von Vereinbarungen zwischen der Gesellschaft und einem Dritten in Bezug auf jeglichen Erwerb durch die Gesellschaft oder für die Entwicklung von gesellschaftlichen Beziehungen mit einem solchen Dritten ausgegeben werden (wobei derartige Angelegenheiten die vorherige Zustimmung des Verwaltungsrates verlangen (einschließlich der Zustimmung des Verwaltungsratsmitglieds A), wobei diese Zustimmung ausdrücklich bestätigt werden muss, dass die Ausgabe der Wertpapiere keine Zusätzlichen Aktien im Hinblick auf diesen Artikel 9 darstellt); oder
- gemäß einem Mitarbeiterbeteiligungsplan oder einem anderen Optionsplan, der von dem Verwaltungsrat ausgewählt und von einer Mehrheit der Klasse A genehmigt wurde, ausgegeben wurden oder werden können.

«Verwässerungsschutzaktien» bezeichnet Aktien der Klasse A, die an die Aktionäre der Klasse A gemäß Artikel 9.2. ausgegeben werden;

«Umrechnungspreis der Klasse A» bezeichnet den gemäß Artikel 9 umgerechneten Zeichnungspreis der Klasse A;

«Umrechnungskurs der Klasse A» bezeichnet ursprünglich den Kurs, der verwendet wird um die Anzahl der Stammaktien zu ermitteln, auf die die Inhaber der Aktien der Klasse A Anrecht haben, wobei 1:X und X berechnet wird, indem der Zeichnungspreis der Klasse A (nachstehend definiert) durch den Umrechnungskurs der Klasse A geteilt wird; und

«Zeichnungspreis der Klasse A» bezeichnet den Zeichnungspreis pro Aktie, der von den Aktionären der Klasse A für die Aktien der Klasse A gezahlt wurde.

9.2 Wenn die Gesellschaft zu einem beliebigen Zeitpunkt vor (A) einer Börsennotierung oder einem Verkauf der Gesellschaft oder (B) dem Ablauf einer Frist von vier Jahren ab dem Abschlussdatum, je nachdem, was sich zuerst ereignet, Zusätzliche Aktien ohne Gegenleistung oder für eine Gegenleistung, die geringer ist als der Zeichnungspreis, der von den Aktionären der Klasse A für ihre Aktien der Klasse A gezahlt wurde (wobei diese Gegenleistung in diesem Artikel 9.2. als «Niedrigerer Preis» bezeichnet wird), ausgibt, so haben die Aktionäre der Klasse A das Recht, so viele Zusätzliche Aktien der Klasse A zu zeichnen, wie der Zeichnungspreis es ihm ermöglicht, Aktien zum Niedrigeren Preis zu erwerben (wobei bei der Ausgabe oder der erachteten Ausgabe (wie unten definiert) ohne Gegenleistung davon ausgegangen wird,

dass die Gesellschaft einen Gesamtbetrag von EUR 10,- für alle ausgegebenen oder als ausgegeben betrachteten Zusätzlichen Aktien erhalten hat).

9.3 Falls die Gesellschaft zu einem beliebigen Zeitpunkt oder von Zeit zu Zeit nach der Ausgabe von Aktien der Klasse A Aktienoptionen oder Wertpapiere, die in Aktien konvertiert werden können, (bei denen es sich nicht um Optionen handelt, die gemäß dem Mitarbeiterbeteiligungsplan oder einem anderen Optionsplan im Rahmen des Artikels 9.1 (iv) ausgegeben wurden) ausgibt oder einen Stichtag für die Bestimmung der Inhaber der Wertpapiere jeglicher Klasse, die ein Recht haben, solche Aktienoptionen oder in Aktien umwandelbare Wertpapiere zu erhalten, festlegt, so wird die Maximalanzahl der Gemeinsamen Aktien oder anderen Aktien (wie in dem betreffenden Instrument beschrieben, ungeachtet der Bestimmungen, die in diesem Instrument bezüglich einer anschließenden Anpassung dieser Zahl enthalten sind), die bei der Ausübung solcher Optionen ausgegeben werden können, oder, im Falle von wandelbaren Wertpapieren, die Maximalanzahl der Gemeinsamen Aktien oder anderen Aktien, in die diese umgewandelt werden können, im Hinblick auf diesen Artikel 9, als Zusätzliche Aktien betrachtet, die zu dem Zeitpunkt der Ausgabe oder, falls ein Stichtag festgelegt wurde, zum Geschäftsschluss eines solchen Stichtages, ausgegeben wurden; unter der Bedingung, dass die Zusätzlichen Aktien nicht als ausgegeben gelten solange die Gegenleistung pro Zusätzlicher Aktie geringer ist als der zu dem Zeitpunkt der Ausgabe und unverzüglich vor der Ausgabe bzw. der am Stichtag geltende Umwandlungspreis der Klasse A, und unter der Bedingung, dass in allen Fällen, in denen Zusätzliche Aktien als ausgegeben betrachtet werden, keine weiteren Verwässerungsschutzaktien bei der späteren Ausgabe von wandelbaren Wertpapieren oder Gemeinsamen Aktien oder anderen Aktien, bei der Ausübung solcher Optionen oder der Umwandlung oder des Austauschs solcher Wandelbarer Wertpapiere ausgegeben werden.

9.4 Zum Zwecke dieses Artikels 9, wird der Niedrigere Preis, den die Gesellschaft für die Ausgabe Zusätzlicher Aktien erhält, wie folgt berechnet:

Bargeld und Eigentum.

(i) Die Gegenleistung wird, insofern sie in bar gezahlt wird, anhand des Gesamtbargeldbetrags, den die Gesellschaft erhalten hat, abzüglich der Beträge, die für angefallene Zinsen oder angefallene Dividenden gezahlt wurden oder zu zahlen sind, berechnet;

(ii) Die Gegenleistung wird, insofern sie durch Eigentum gezahlt wird, bei dem es sich nicht um Bargeld handelt, anhand des Marktwerts zu dem Zeitpunkt der Ausgabe, der in gutem Glauben von dem Verwaltungsrat bestimmt wurde, berechnet.

(iii) Falls Zusätzliche Aktien zusammen mit anderen Aktien oder Wertpapieren oder anderen Aktiva der Gesellschaft für eine Gegenleistung ausgegeben werden, die beides umfasst, ist die Gegenleistung das Verhältnis der erhaltenen Gegenleistung, das gemäß (i) und (ii) berechnet wird und von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben bestimmt wurde.

Optionen und Wandelbare Wertpapiere. Der Preis, den die Gesellschaft für jede Zusätzliche Aktie erhält, die als in Übereinstimmung mit Artikel 9.3 ausgegeben gilt, in Bezug auf Optionen und Wandelbare Wertpapiere, wird bestimmt, indem:

- der Gesamtbetrag, falls vorhanden, den die Gesellschaft als Gegenleistung für die Ausgabe solcher Optionen oder Wandelbarer Wertpapiere erhalten hat oder erhalten kann, zuzüglich des Gesamtmindestbetrags jeglicher zusätzlichen Gegenleistung (wie in den Bedingungen der Ausgabe beschrieben, ungeachtet der Bestimmungen, die in diesem Instrument bezüglich einer anschließenden Anpassung dieser Gegenleistung enthalten sind), die der Gesellschaft bei der Ausübung einer solchen Option oder der Umwandlung oder des Austauschs der Wandelbaren Wertpapiere zu zahlen ist; durch

- die Maximalzahl der Gemeinsamen Aktien oder anderen Aktien (wie in den Bedingungen der Ausgabe beschrieben, ungeachtet der Bestimmungen, die in diesem Instrument bezüglich einer anschließenden Anpassung dieser Zahl enthalten sind), die bei der Ausübung solcher Optionen oder der Umwandlung oder des Austauschs der Wandelbaren Wertpapiere ausgegeben werden können, geteilt wird

Unterteilungen. Alle Zusätzlichen Aktien, die als ausgegeben betrachtet werden, bezüglich Unterteilungen der Aktien, gelten als Aktien, die ohne Gegenleistung ausgegeben wurden, und den Aktionären der Klasse A wird das Recht eingeräumt, die Anzahl Verwässerungsschutzaktien, die gemäß Artikel 9.2 berechnet wurde, zu zeichnen.

9.5 Bei dem Eintreten eines Ereignisses, das die Ausgabe von Verwässerungsschutzaktien gemäß Artikel 9.2 erfordert, berechnet die Gesellschaft unverzüglich auf eigene Kosten die Zahl der Verwässerungsschutzaktien, die die Aktionäre der Klasse A zeichnen dürfen und liefert jedem Inhaber der Aktien der Klasse A ein Zertifikat, das die Berechnung wiedergibt und die Einzelheiten, auf denen die Berechnung beruht, enthält. Der Verwaltungsrat beschließt innerhalb eines gerechtfertigten Zeitraumes über die Ausgabe der Verwässerungsschutzaktien oder ruft, auf schriftliche Anfrage eines Aktionärs der Klasse A, falls das Gesetz dies erfordert, eine Hauptversammlung ein, um die Ausgabe der Verwässerungsschutzaktien an die Aktionäre der Klasse A zu billigen und jeder Aktionär erklärt sich damit einverstanden, die Ausgabe und den Verkauf der Verwässerungsschutzaktien zu billigen. Somit verzichtet jeder Aktionär auf sein Vorkaufsrecht (ob gesetzlich oder durch die Satzung festgelegt) in Bezug auf die Ausgabe von Verwässerungsschutzaktien, die für die Umsetzung der Bestimmungen dieses Artikels 9 erforderlich ist.

9.6 Wenn die Gesellschaft ihr ausgegebenes Aktienkapital zu einem beliebigen Zeitpunkt in eine größere Anzahl Aktien aufteilt (durch Aktienaufteilung, Aktiendividende oder auf andere Weise) und umgekehrt, wenn die Gesellschaft eine Konsolidierung, Produktion des Aktienkapitals oder eine Unterteilung ihres ausgegebenen Aktienkapitals vornimmt, so werden die Bestimmungen dieses Artikels 9 dementsprechend angepasst, um die Konsolidierung, Senkung des Aktien-

kapitals oder die Unterteilung widerzuspiegeln. Im Falle eines Streits zwischen den Aktionären der Klasse A und der Gesellschaft bezüglich einer Anpassung, die in Übereinstimmung mit diesem Artikel 9 und infolge eines in diesem Artikels 9.6. geschilderten Ereignisses vorgenommen wurde, wird der strittige Punkt den Rechnungsprüfern der Gesellschaft vorgelegt, deren Entscheidung (in Abwesenheit eines offensichtlichen Fehlers) endgültig und verbindlich für die Aktionäre der Klasse A und die Gesellschaft ist. Die Kosten einer solchen Überweisung an die Rechnungsprüfer werden zu gleichen Teilen von den Aktionären der Klasse A, die die Überweisung verlangen und der Gesellschaft getragen.

Art. 10. Aktienübertragung.

10.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien erwerben. Der Erwerb und Besitz der eigenen Aktien erfolgt in Übereinstimmung mit den gesetzlich festgelegten Bedingungen und Einschränkungen.

10.2 Unter Vorbehalt der in vorliegender Satzung vorgesehenen anders lautenden Bestimmungen sind die Aktionäre der Klasse A oder die Gemeinsamen Aktionäre nicht ermächtigt, Aktien an eine Person zu übertragen, es sei denn die Übertragung erfolge unter einer der nachstehenden Bedingungen:

- (a) Übertragungen im Rahmen der Ausübung des nachstehend in Artikel 12 beschriebenen Tag-Along Rechts;
- (b) Übertragungen im Rahmen der Ausübung des nachstehend in Artikel 13 beschriebenen Drag-Along Rechts;
- (c) Übertragungen im Rahmen eines Qualifiziertes Aktienzeichnungsangebot oder eines Qualifizierten Verkaufs der Gesellschaft; und
- (d) Übertragungen gemäß dem unten stehenden Artikel 10.3.

10.3 Die Bestimmungen der Artikel 11, 12, 13 und 14 finden keine Anwendungen in folgenden Fällen:

- (i) Übertragungen an eine ihrer Schwestergesellschaften, unter der Voraussetzung, dass sich der Erwerber dazu verpflichtet, dem ursprünglichen Aktionär die übertragenen Wertpapiere zurückzuveräußern im Fall eines Kontrollwechsels (so wie er in der Definition der «Schwestergesellschaft» in Artikel 1 beschrieben ist), der zur Folge hätte, dass der Übernehmer die Bedingungen, um als Schwestergesellschaft des ursprünglichen übertragenden Aktionärs angesehen zu werden, nicht mehr erfüllt;
- (ii) Übertragungen im Rahmen der Erbfolge, unter der Voraussetzung, dass die Übertragung ausschließlich zugunsten des Erben eines Aktionärs erfolgt;
- (iii) Übertragungen, die mit dem vorherigen schriftlichen Einverständnis der Mehrheit der Aktionäre der Klasse A erfolgen.

Art. 11. Vorhandrecht.

11.1 Mit Ausnahme der in Artikel 10 vorgesehenen Übertragungen erteilt jeder Aktionär den anderen Aktionären gemäß den in Artikel 11 beschriebenen Bedingungen ein Vorhandrecht bezüglich der Übertragung eines Teils oder der Gesamtheit der von ihnen jeweils gehaltenen Wertpapiere. Für den Fall, dass einem Aktionär (ein «Verkaufsaktionär») ein Aufrichtiges Angebot, einen Teil oder die Gesamtheit seiner Wertpapiere (die «Angebotenen Aktien») zu erwerben beziehungsweise anderweitig zu übertragen, unterbreitet wird, das er akzeptieren möchte, muss er sowohl die anderen Aktionäre als auch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats der Gesellschaft schriftlich benachrichtigen (die «Verkaufsvorschlagsmitteilung») zusammen mit einer Abschrift des Aufrichtigen Angebots, und er muss den anderen Aktionären (kollektiv «die angesprochenen Aktionäre») die angebotenen Aktien gemäß den Geschäftsbedingungen des Aufrichtigen Angebots zum Kauf anbieten (der «Verkaufsvorschlag»). Die Verkaufsvorschlagsmitteilung muss darüber hinaus jegliche zur Ausübung durch die angesprochenen Aktionäre des in Artikel 12 beschriebenen Tag-Along Rechts notwendigen Informationen beinhalten, für den Fall, dass diese nicht beabsichtigen, das ihnen auf Grundlage des vorliegenden Artikels 11 erteilte Vorhandrecht auszuüben.

Die Verkaufsvorschlagsmitteilung enthält folgende Informationen:

- (i) den Namen und die Adresse (beziehungsweise den Gesellschaftssitz) des Dritten, der das Aufrichtige Angebot vorlegt;
- (ii) die Identifizierung der Person(en), die diesen Dritten unmittelbar oder mittelbar kontrollieren;
- (iii) die Anzahl Wertpapiere, die übertragen werden sollen;
- (iv) die unmittelbaren und mittelbaren finanziellen Beziehungen (oder anderweitige Beziehungen) zwischen dem Verkaufsaktionär und dem Dritten, der das Aufrichtige Angebot macht;
- (v) den von dem Dritten angebotenen Kaufpreis in Euro im Fall einer Barzahlung und den geschätzten Gegenwert der angebotenen Aktien in Euro in anderen Fällen;
- (vi) die weiteren Bestimmungen des Aufrichtigen Angebots, einschließlich der Beschreibung etwaiger Vereinbarungen, die ein Dritter, ein Aktionär oder eine Schwestergesellschaft des Dritten oder des Aktionärs mit einem Aktionär oder mit einer Schwestergesellschaft eingehen möchte;
- (vii) eine Abschrift des durch den Dritten ordnungsgemäß unterzeichneten Aufrichtigen Angebots.

11.2 Die angebotenen Aktien werden den angesprochenen Aktionären wie folgt angeboten:

- (a) Falls der Verkaufsaktionär ein Aktionär der Klasse A ist, bietet dieser den anderen Aktionären der Klasse A (falls diese existieren) die besagten Aktien zum Kauf an, wobei die anderen Aktionäre der Klasse A einen Teil oder die Gesamtheit der angebotenen Aktien (gemäß den vorliegenden Bestimmungen) erwerben können, indem sie dem Verkaufs-

aktionär und der Gesellschaft innerhalb einer Frist von vierzehn (14) Tagen ab Erhalt der Verkaufsvorschlagsmitteilung, eine Annahmemitteilung zukommen lassen. Falls alle Aktionäre der Klasse A ihre oben genannten Kaufrechte ausüben, so sind sie insgesamt dazu ermächtigt, bis zu der zum Kauf angebotenen Anzahl Aktien zu erwerben, wobei diese Anzahl mit einem Bruch multipliziert wird, dessen Zähler X, je nach Sachlage, die Anzahl der von dem Aktionär gehaltenen Wertpapiere darstellt, und dessen Nenner Y die Gesamtanzahl der Wertpapiere darstellt, die von all den Aktionären gehalten werden, die ihre Kaufrechte ausgeübt haben (die daraus resultierende Anzahl von Wertpapieren wird zur nächsten ganzen Zahl auf- oder abgerundet, wobei jeder Bruchteil, der einer Hälfte entspricht, nach unten abgerundet wird).

(b) Falls die Anwendung der oben genannten Formel dazu führt, dass eine oder mehrere zum Kauf angebotenen Aktien nicht von Aktionären der Klasse A erworben werden, so sind die Gemeinsamen Aktionäre dazu ermächtigt, die restlichen Aktien zu erwerben, indem sie den Verkaufsaktionär und die Gesellschaft durch eine schriftliche Mitteilung innerhalb einer Frist von vierzehn (14) Tagen nach Erhalt der Mitteilung durch den Verkaufsaktionär darüber informieren, dass die Aktionäre der Klasse A nicht die Gesamtheit der zum Kauf angebotenen Aktien erworben haben.

(c) Falls die Gesamtheit der angebotenen Aktien nicht von den Aktionären erworben wird, so veräußert der Verkaufsaktionär diese an den Dritten gemäß den Bestimmungen des Aufrichtigen Angebots in Übereinstimmung mit der Bestimmung des Artikels 11.7 aber vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 12 und 13.

(d) Falls der Verkaufsaktionär ein Gemeinsamer Aktionär ist, finden die unter den Punkten (a) bis (c) beschriebenen Bestimmungen mutatis mutandis Anwendung.

11.3 Die Annahmemitteilung (die «Annahmemitteilung»), die von jedem angesprochenen Aktionär, der Aktien erwerben möchte, (der «Erwerber») abzugeben ist, sieht sowohl die genaue Anzahl der angebotenen Aktien, für die der Erwerber auf den Verkaufsvorschlag eingeht, vor, als auch die bedingungslose und unwiderrufliche Verpflichtung des Erwerbers, diese Anzahl der angebotenen Aktien gemäß den Geschäftsbedingungen des gutgläubigen Angebots zu erwerben. Darüber hinaus bestimmt die Annahmemitteilung das Verkaufsabschlussdatum, das eine Frist von dreißig (30) Tagen nach Übermittlung der Annahmemitteilung nicht überschreiten darf. Nichtsdestotrotz werden keine angebotenen Aktien an einen Aktionär veräußert, wenn nicht die Gesamtheit der angebotenen Aktien Gegenstand einer Annahmemitteilung gemäß dem vorliegendem Absatz ist (in diesem Fall ist der Verkaufsaktionär dazu ermächtigt, die Gesamtheit der angebotenen Aktien gemäß Artikel 11.7, aber vorbehaltlich der Anwendung von Artikel 12 zu veräußern).

11.4 Falls das Angebot der im Rahmen dieses Absatzes 11.4 angebotenen Aktien weder Bareinlagen noch Bareinlagen mit Ratenzahlungen betrifft, so ist der Erwerber dazu verpflichtet, den Gegenwert in bar derartiger Einlagen auszus zahlen. Falls sich der Verkaufsaktionär und der Erwerber nicht bezüglich des Betrags des Gegenwertes innerhalb einer Frist von zehn (10) Tagen nach Beginn des in Absatz 11.2 beschriebenen fünfzehntägigen (15) Zeitraums einig werden, so kann eine jede der beiden Parteien nach drei Tagen durch Übermittlung einer schriftlichen Mitteilung an die andere Partei das unter Absatz 11.5 vorgesehene Schätzungsverfahren hinsichtlich der Festlegung des Gegenwertes in bar einleiten. Innerhalb einer Frist von zehn (10) Tagen nach Festlegung des Schätzwertes kann der Erwerber dem Verkaufsaktionär eine schriftliche Mitteilung zukommen lassen, durch die er seine Entscheidung, die angebotenen Aktien zu erwerben, zurückzieht.

11.5 Falls ein Aktionär durch Übermittlung einer schriftlichen Mitteilung an die anderen Aktionäre ein Schätzungsverfahren zwecks Festlegung des Gegenwertes in bar bezüglich der Einlagen für die angebotenen Aktien einleitet, so ernennen einerseits der Verkaufsaktionär und andererseits der Erwerber unverzüglich jeweils ein Mitglied eines qualifizierten Finanzinstituts als Sachverständige. Innerhalb einer Frist von dreißig (30) Tagen ab Ernennung ermitteln die Sachverständigen gesondert den Gegenwert in bar der vorbezeichneten Einlagen für die angebotenen Aktien zum vorgeschlagenen Übertragungsdatum und unterbreiten jedem Aktionär eine dementsprechende Schätzungsmitteilung in Bezug auf den Gegenwert der Einlagen. Die Ermittlung des Gegenwertes durch die Sachverständigen erfolgt ohne Bezugnahme auf die Einkommensteuererwägungen und Einkommensteuerfolgen für den Verkaufsaktionär infolge des Erhalts von Bareinlagen anstelle von anderweitigen Einlagen. Wenn die Schätzwerte dieser Einlagen (die «Vorherigen Schätzungen») mit weniger als 10% auseinander liegen, so wird der Mittelwert der beiden Schätzwerte als Bezugswert für den Gegenwert in bar zurückgehalten. Wenn die Schätzwerte dieser anderweitigen Einlagen mit mehr als 10% auseinander liegen, so ernennen die Sachverständigen innerhalb einer Frist von zehn (10) Tagen ab Unterbreitung der letzten Schätzwerte als dritten Sachverständigen ein Qualifiziertes Finanzinstitut. Innerhalb einer Frist von dreißig (30) Tagen ab der Ernennung ermittelt der dritte Sachverständige den Gegenwert in bar der vorbezeichneten Einlagen für die angebotenen Aktien zum vorgeschlagenen Übertragungsdatum (ohne Bezugnahme auf die Einkommensteuererwägungen und Einkommensteuerfolgen für den Verkaufsaktionär infolge des Erhalts von Bareinlagen anstelle von anderweitigen Einlagen) und unterbreitet jedem Aktionär eine dementsprechende Schätzungsmitteilung in Bezug auf den Gegenwert der Einlagen. Der von dem dritten Sachverständigen ermittelte Schätzwert wird als Bezugswert des Gegenwertes in bar zurückgehalten, es sei denn dieser Schätzwert überschreite den jeweiligen Wert der beiden vorherigen Schätzungen, was zur Folge hat, dass der höhere Schätzwert der beiden Vorherigen Schätzungen als Bezugswert gilt. Falls der von dem dritten Sachverständigen ermittelte Schätzwert unter den jeweiligen Werten der beiden Vorherigen Schätzungen liegt, so gilt der niedrigere Schätzwert der beiden Vorherigen Schätzungen als Bezugswert. Falls einer der Aktionäre es unterlässt, einen Sachverständigen zu ernennen oder falls einer der beiden ursprünglich ernannten Sachverständigen es unterlässt, seine Schätzung fristgerecht zu übermitteln, so gilt die Schätzung des anderen Sachverständigen als Bezugswert. Die

Kosten des vorliegenden. Schätzungsverfahrens sind zur Hälfte durch den Verkaufsaktionär und zur Hälfte durch die Erwerber zu tragen.

11.6 Für den Fall, dass einige oder alle angesprochenen Aktionäre ordnungsgemäß akzeptieren, gemäß vorliegendem Artikel 11 die Gesamtheit der angebotenen Aktien zu erwerben, veräußert der Verkaufsaktionär die angebotenen Aktien an die Erwerber und letztere bezahlen den Kaufpreis für die angebotenen Aktien spätestens:

- (a) dreißig (30) Tage nach Übermittlung der Annahmemitteilung; und
- (b) dreißig (30) Tage nach der letzten Mitteilung des Kaufpreises an den Erwerber, falls dieser Kaufpreis letztlich gemäß dem in Absatz 11.5 beschriebenen Schätzungsverfahren festzulegen ist.

11.7 Unter Vorbehalt anderweitiger diesbezüglicher Vereinbarungen zwischen dem Verkaufsaktionär und den Erwerbern erfolgt der Abschluss des Verkaufs der angebotenen Aktien am Hauptgesellschaftssitz der Gesellschaft innerhalb der üblichen Geschäftszeiten. An dem vorbezeichneten Ort und zu dem hierfür vorgesehenen Zeitpunkt übermittelt der Verkaufsaktionär den ordnungsgemäßen Erwerbern gegen Zahlung des festgelegten Kaufpreises die für den Verkauf der angebotenen Aktien an die Erwerber notwendigen Übertragungsdokumente.

11.8 Falls (a) die angesprochenen Aktionäre den Erwerb der Gesamtheit der im Verkaufsvorschlag vorgesehenen Aktien nicht auf gültige Art und Weise akzeptieren oder (b) die Erwerber die angebotenen Aktien nicht rechtzeitig gemäß dem in Artikel 11.6 festgelegten Zeitraum erwerben (das Datum des als erstes der beiden gegenwärtig unter (a) und (b) beschriebenen Ereignisse wird als «Auflösungsdatum» bezeichnet), ist der Verkaufsaktionär dazu ermächtigt, die angebotenen Aktien gemäß dem Aufrichtigen Angebot zu veräußern, unter der Voraussetzung, dass in diesem Fall:

- (i) das nachstehend in Artikel 12 beschriebene Tag-Along Recht anwendbar ist;
- (ii) der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschlossen hat, dass das Verfahren für die Ausübung des nachstehend beschriebenen Vorkaufsrechts eingehalten wurde;
- (iii) die Übertragung der angebotenen Aktien gemäß dem Aufrichtigen Angebot erfolgt, innerhalb einer Frist von dreißig (30) Tagen nach dem Auflösungsdatum;
- (iv) die im Rahmen des Aufrichtigen Angebots beschriebenen Einlagen in keiner Weise abgeändert werden und auch die anderen Geschäftsbedingungen des Aufrichtigen Angebots unverändert bleiben (wobei darauf hinzuweisen ist, dass etwaige derartige Abänderungen in Bezug auf die Geschäftsbedingungen des Aufrichtigen Angebots ein neues Angebot darstellen, das den Bestimmungen des Artikels 11 unterliegt); und
- (v) eine schriftliche Mitteilung der beabsichtigten Übertragung durch den Verkaufsaktionär an die Gesellschaft und an alle anderen Aktionäre mindestens fünfzehn (15) Tage vor dieser Übertragung übermittelt wurde.

Art. 12. Tag-Along Recht.

12.1 Für den Fall, dass (i) eine oder mehrere gemeinsame Übertragung(en) durch einen Gemeinsamen Aktionär oder mehrere Gemeinsame Aktionäre zusammen (für die Anwendung dieses Artikels 12, die «Verkaufenden Gemeinsamen Aktionäre») zur Folge hat, dass 10% oder mehr, jedoch nicht mehr als 50%, des Gesellschaftskapitals an einen oder mehrere Dritte, die im Einvernehmen miteinander handeln, übertragen wird (eine «Minderheitsübertragung»), oder (ii) eine oder mehrere Übertragung(en) durch einen Aktionär oder mehrere Aktionäre zusammen (für die Anwendung dieses Artikels 12, gemeinsam mit den Verkaufenden Gemeinsamen Aktionären, die «Verkaufsaktionäre») zur Folge hat, dass die Kontrolle der Gesellschaft (d.h. die Übertragung von mehr als 50 % der Stimmrechte) an einen oder mehrere Dritte, die im Einvernehmen miteinander handeln, übertragen wird (eine «Mehrheitsübertragung»), so wird jedem Aktionär der Klasse A in Bezug auf (i) oder jedem Aktionär der Klasse A und jedem Gemeinsamen Aktionär in Bezug auf (ii) (für die Anwendung dieses Artikels 12, jeder ein «Angesprochener Aktionär») die Möglichkeit und das Recht eingeräumt, sich im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteil in der Gesellschaft zu diesem Zeitpunkt (für die Anwendung von (i) und (ii), der «Tag-Along Anteil») an der Minderheitsübertragung oder Mehrheitsübertragung zu beteiligen (für die Anwendung dieses Artikels 12, zusammen eine «Übertragung») gemäß den Bestimmungen des Aufrichtigen Angebots, und zwar unter der Bedingung, dass die angesprochenen Aktionäre das Angebot bezüglich der zum Kauf angebotenen Aktien entweder nicht akzeptiert haben oder es unterlassen haben, alle zum Kauf angebotenen Aktien auf gültige oder fristgerechte Weise zu erwerben im Rahmen des ihnen in Artikel 11 eingeräumten Vorhandrechts (für die Anwendung von Art. 12, das «Tag-Along Recht»), dessen Ausübung der Anwendung von Art. 15 unterliegt. Jeder angesprochene Aktionär hat das Recht, denselben Prozentsatz seiner Beteiligung wie der von den Verkaufsaktionären im Rahmen einer Übertragung veräußerte Prozentsatz zu veräußern (falls die Verkaufsaktionäre beispielsweise 75% ihrer Beteiligung veräußern, können die angesprochenen Aktionäre ebenfalls 75% ihrer Beteiligung veräußern), wobei davon ausgegangen wird, dass zwecks Berechnung dieses Prozentsatzes die Verkaufsaktionäre als ein und dieselbe Einheit angesehen werden, wenn sich mehrere Verkaufsaktionäre im Rahmen eines abgesprochenen Verkaufs zusammentun (der «Einschlägige Anteil»).

12.2 Jeder angesprochene Aktionär verfügt über eine Frist von zehn (10) Tagen ab dem Auflösungsdatum (gemäß der in Artikel 11.8 gegebenen Definition), um dem Verkaufsaktionär/den Verkaufsaktionären und der Gesellschaft schriftlich mitzuteilen (die «Tag-Along Mitteilung»), dass er akzeptiert, eine derartige Anzahl seiner Wertpapiere entsprechend dem einschlägigen Anteil auf Grundlage der in dem Aufrichtigen Angebot enthaltenen Geschäftsbedingungen zu veräußern. Jede Tag-Along Mitteilung beinhaltet die genaue Anzahl von Wertpapieren, die der Angesprochene Aktionär veräußern möchte (die «Verkauften Aktien») sowie die bedingungslose und unwiderrufliche Verpflichtung des angesprochenen Aktionärs, diese Anzahl von Verkauften Aktien gemäß den Geschäftsbedingungen des Aufrichtigen Angebots zu veräußern,

wobei darauf hinzuweisen ist, dass wenn eine Übertragung aus mehreren Übertragungen im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung resultiert, der Verkaufspreis im Rahmen der Ausübung des vorliegenden Tag-Along Rechts dem höchsten der im Rahmen der verschiedenen Aufrichtigen Angebote unterbreiteten Kaufpreise gleichkommt. Falls der Verkaufsaktionär nicht innerhalb der vorbezeichneten Frist von zehn (10) Tagen eine derartige Tag-Along Mitteilung durch den Angesprochenen Aktionär erhält, wird davon ausgegangen, dass letzterer nicht an der vorgeschlagenen Mehrheitsübertragung teilnehmen möchte.

12.3 Im Rahmen einer Übertragung obliegt es jedem Verkaufsaktionär, dafür zu sorgen, dass der Dritte die Verkauften Aktien eines jeden Angesprochenen Aktionärs, der dem Verkaufsaktionär eine Tag-Along Mitteilung übermittelt hat, auf Grundlage der Geschäftsbedingungen des Aufrichtigen Angebots erwirbt. In diesem Zusammenhang haftet jeder Verkaufsaktionär gesamtschuldnerisch mit dem Dritten, wobei der Verkaufsaktionär darüber hinaus die verkauften Aktien selber zu erwerben hat, falls der Dritte es unterlässt, die Verkauften Aktien eines Angesprochenen Aktionärs zu erwerben. Der Verkaufsaktionär/die Verkaufsaktionäre, gegenüber dem/denen eine solche Mehrheit aus von seinem/ihrer Willen unabhängigen Gründen nicht stattfindet, wird/werden von der Verpflichtung, die Verkauften Aktien selber zu erwerben, freigestellt.

Art. 13. Drag-Along Recht.

13.1 Falls ein Aktionär der Klasse A zu einem bestimmten Zeitpunkt oder von Zeit zu Zeit im Rahmen eines aufrichtigen Verkaufs die Gesamtheit seiner Aktien an eine Person beziehungsweise an mehrere Personen, die keine Schwestergesellschaften dieses Aktionärs der Klasse A sind (im Rahmen des vorliegenden Artikels 13 der «Vorgeschlagene Übernehmer»), veräußern möchte, wird dem Aktionär der Klasse A das Recht eingeräumt (im Rahmen des vorliegenden Artikels 13 das «Drag-Along Recht»), von jedem anderen Aktionär zu verlangen (im Rahmen des vorliegenden Artikel 13, die «Aktionäre» und gemeinsam die «Aktionäre»), dem vorgeschlagenen Übernehmer die Gesamtheit der jeweils von den anderen Aktionären gehaltenen Aktien zu verkaufen, und zwar für dieselbe Aktiennettoeinlage, deren Erhalt dem vorgeschlagenen Übernehmer ursprünglich zugesprochen wurde. Jeder Aktionär verpflichtet sich, alle notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um es ihm zu ermöglichen, gemäß vorliegender Bestimmung zu handeln zwecks Erleichterung der Ausübung des Drag-Along Rechts.

13.2 Zur Ausübung des Drag-along Rechts übermittelt/übermitteln der/die Aktionär/Aktionäre der Klasse A jedem anderen Aktionär eine schriftliche Mitteilung (im Rahmen des vorliegenden Artikels 13 die «Drag-Along Mitteilung»), die per Einschreiben mit Empfangsbestätigung übermittelt wird und folgende Informationen beinhaltet: (i) den Namen und die Adresse des Vorgeschlagenen Übernehmers und (ii) den vorgeschlagenen Kaufpreis, die Kaufmodalitäten sowie die anderen Bedingungen des Angebots des Vorgeschlagenen Übernehmers. Jeder andere Aktionär (im Rahmen dieses Artikels 13, jeder ein «Angesprochener Aktionär») ist daraufhin verpflichtet, (i) seine Aktien innerhalb einer Frist von dreißig (30) Tagen nach der Übermittlung der Drag-Along Mitteilung zu veräußern oder (ii) innerhalb einer Frist von sechzig (60) Tagen nach Übermittlung der Drag-Along Mitteilung die Aktien der Aktionäre der Klasse A zu erwerben, die in Übereinstimmung mit diesem Artikel 13 ihr Drag-Along Recht gemäß den Bestimmungen des von dem Vorgeschlagenen Übernehmer gemachten Aufrichtigen Angebots ausüben (das «Kaufrecht») und das nachstehend in Artikel 14.3 beschriebene Verfahren anwenden. Falls die Aktionäre es unterlassen, den Aktionär der Klasse A durch schriftliche Mitteilung innerhalb einer Frist von vierzehn (14) Tagen ab Übermittlung der Drag-Along Mitteilung über ihre Absicht zur Ausübung des Kaufrechts zu informieren, sind die Aktionäre dazu verpflichtet, ihre Aktien an den Vorgeschlagenen Übernehmer zu veräußern.

13.3 Für den Fall, dass einer oder mehrere der Angesprochenen Aktionäre zusammen beabsichtigen, die von den Aktionären der Klasse A gehaltenen Aktien zu erwerben, ist folgendes Verfahren anzuwenden:

(a) Innerhalb einer Frist von vierzehn (14) Tagen ab Übermittlung der Drag-Along Mitteilung informiert/informieren der angesprochene Aktionär/die Angesprochenen Aktionäre den Aktionär/die Aktionäre der Klasse A (per Einschreiben mit Empfangsbestätigung) über seine/ihre Absicht, sein/ihr Kaufrecht auszuüben.

(b) Daraufhin verfügen die Angesprochenen Aktionäre über eine zusätzliche Frist von dreißig (30) Tagen, um den Aktionären der Klasse A eine oder mehrere Absichtserklärungen zu übermitteln, die entweder durch den/die Angesprochenen Aktionär/Aktionäre oder durch einen Dritten ausgestellt werden und die Gesamtheit der von den Aktionären der Klasse A gehaltenen Aktien betreffen und die unter (i) bis (v) der Definition des Aufrichtigen Angebots angegebenen Informationen beinhalten.

(c) Die Angesprochenen Aktionäre veranlassen, dass der Kauf der Aktien innerhalb einer Frist von sechzig (60) Tagen ab Übermittlung der Drag-Along Mitteilung erfolgt.

(d) Falls die Angesprochenen Aktionäre es unterlassen, die notwendigen Dokumente oder anderweitiges Material innerhalb der unter Absatz (a) bis Absatz (c) festgelegten Fristen vorzulegen, sind sie dazu verpflichtet, mit unmittelbarer Wirkung ihre Aktien an den Vorgeschlagenen Übernehmer zu veräußern.

(e) Im Anschluss an die in Absatz (a) geschilderte Mitteilung haben die Angesprochenen Aktionäre jederzeit die Möglichkeit, ihre Absicht zur Ausübung des Kaufrechts zurückzuziehen. In diesem Fall findet Absatz (d) Anwendung.

Art. 14. Recht auf ein Ersatzangebot. Ungeachtet jeglicher Übertragungseinschränkungen in dieser Satzung und als Alternative zu dem in Artikel 11 beschriebenen Vorhandrecht kann jeder Aktionär (a) im Falle einer von einer Mehrheit der Klasse A gemäß Artikel 13 vorgeschlagenen Übertragung oder (b) falls ein Aktionär das Tag-Along Recht gemäß

Artikel 13 geltend gemacht hat, ein Ersatzangebot von einem dritten Käufer vorlegen (das «Ersatzangebot»), unter der Bedingung, dass:

(a) die Mitteilung des Ersatzangebotes nicht später als sechzig (60) Tage nach entweder der Zustellung der obligatorischen Verkaufsmitteilung oder dem Datum, an dem der Aktionär das Tag-Along Recht geltend gemacht hat, je nach Fall, erfolgt, wobei diese Mitteilung unwiderruflich ist;

(b) der Kauf der Aktien gemäß dem Ersatzangebot nicht später als 90 Tage nach entweder der Zustellung einer Tag-Along Mitteilung oder einer Drag-Along Mitteilung (wie in den Artikel 12 oder 13 definiert) oder dem Datum, an dem der Aktionär das Tag-Along Recht oder das Drag-Along Recht, je nach Fall, geltend gemacht hat, erfolgt; und

(c) das Ersatzangebot auf einem Aufrichtigen Angebot beruht, das nicht weniger günstige Bedingungen enthält als vorher in Zusammenhang mit der vorgeschlagenen Übertragung angeboten wurden.

Wenn das Ersatzangebot im Gegensatz zu der ursprünglichen Tag-Along Mitteilung oder Drag-Along Mitteilung nicht ausschließlich eine Bargeldzahlung vorsieht oder eine verzögerte Zahlung beinhaltet, so wird den Investoren oder dem/ den Aktionär/en, die das Tag-Along Recht oder das Drag-Along Recht geltend machen (je nach Fall), das Recht eingeräumt, ein solches Ersatzangebot abzulehnen und die Parteien sind verpflichtet, die Übertragung der Aktien gemäß Artikel 12 oder 13 vorzunehmen, je nach Fall. Andernfalls, wenn die Entsprechung des Ersatzangebots strittig ist, wird der Wert des Ersatzangebotes durch einen Experten gemäß Artikel 11 ermittelt. Unter Vorbehalt des Vorgehenden ist das Ersatzangebot für alle Aktionäre verbindlich.

Art. 15. Vorkaufsrecht.

15.1 Ungeachtet der Bestimmungen der Artikel 6 und 8 der vorliegenden Satzung wird den Aktionären der Klasse A und den Gemeinsamen Aktionären das Recht eingeräumt, bei den zukünftigen Zeichnungsangeboten der Gesellschaft mit Ausnahme:

1. der Ausgabe von Wertpapieren zur Förderung von öffentlichen Angeboten;
2. der Ausgabe von Wertpapieren zur Förderung des Erwerbs anderer Betriebe durch die Gesellschaft;
3. der Ausgabe von Wertpapieren zur Förderung eines Mitarbeiterbeteiligungsplans, einen proportionalen Anteil zu zeichnen.

15.2 Die Absicht eines Aktionärs auf das gemäß Artikel 15.1 unterbreitete Angebot der Gesellschaft teilweise oder ganz einzugehen, muss schriftlich belegt werden, durch eine Mitteilung, die der Gesellschaft vor Ablauf der dreißigtägigen (30) Gültigkeitsfrist des Angebots zugestellt werden muss und die Anzahl der angebotenen Wertpapiere, die der Aktionär erwerben möchte, enthält (die «Mitteilung»). Falls ein Aktionär weniger als den von ihm gehaltenen proportionalen Prozentsatz der Wertpapiere die zum Verkauf angeboten werden, zeichnet, sind die anderen zeichnenden Aktionäre dazu ermächtigt, die Differenz des proportionalen Prozentsatzes dieses Aktionärs zu zeichnen, und zwar gemäß derselben proportionalen Prozentsatzberechtigung wie sie diese in Bezug auf das ursprüngliche Zeichnungsangebot in Anspruch nehmen konnten (für dieses Zeichnungsangebot ist der Aktionär auszuschließen). Innerhalb einer Frist von fünf (5) Tagen nach Ablauf der vorstehend beschriebenen dreißigtägigen (30) Frist teilt die Gesellschaft jedem Aktionär die Anzahl der angebotenen Wertpapiere mit, die ein jeder der Aktionäre in Anwendung des vorangehenden Satzes jeweils erwerben kann, wobei jeder Aktionär über eine Frist von fünf (5) Tagen ab Erhalt dieser Mitteilung verfügt, um gegebenenfalls die zusätzliche Menge, die der Aktionär erwerben möchte, mitzuteilen.

15.3 Falls die durch die Aktionäre übermittelten Mitteilungen nicht die Gesamtheit der angebotenen Wertpapiere decken, verfügt die Gesellschaft über eine Frist von einhundertzwanzig (120) Tagen nach Ablauf der vorbezeichneten Frist von dreißig (30) beziehungsweise vierzig (40) Tagen, um die Gesamtheit oder einen Teil dieser angebotenen Wertpapiere, bezüglich derer die Aktionäre keine Mitteilung an eine andere/andere Person(en) übermittelt haben, zu veräußern, wobei diese Veräußerung lediglich gegen Barzahlung erfolgt und darüber hinaus gemäß den Bedingungen, die dieser/diesen Person/Personen nicht mehr von Vorteil oder weniger vorteilhaft für die Gesellschaft sind als das ursprüngliche Angebot.

15.4 Die angebotenen Wertpapiere, die weder von den Aktionären noch von einer anderen Person oder Personen gemäß Artikel 15.3 erworben wurden, dürfen auf keinen Fall verkauft oder anderweitig veräußert werden, bis diese Wertpapiere erneut im Rahmen des im vorliegenden Artikel 15 beschriebenen Verfahrens den Aktionären zum Kauf angeboten werden.

C. Der Verwaltungsrat

Art. 16. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens vier und bis zu sechs Mitgliedern besteht. Solange ein einzelner Aktionär der Klasse A Inhaber von mindestens 10% des Aktienkapitals ist, werden zwei Mitglieder aus dem Kreis der von den Aktionären der Klasse A vorgeschlagenen Personen gewählt. Aus dem Kreis der Personen, die von einer Mehrheit der Gemeinsamen Aktionären vorgeschlagen werden, werden höchstens drei Mitglieder gewählt. Jedes Mal, wenn die Aktionäre der Klasse A nicht wie vorstehend beschrieben im Verwaltungsrat vertreten sind, sind sie dazu ermächtigt, einen Beobachter ohne Stimmrecht bei den Verwaltungsratssitzungen zu ernennen.

Art. 17. Der Präsident wird von den Verwaltungsratsmitgliedern aus dem Kreise der Gemeinsamen Verwaltungsratsmitglieder gewählt und verfügt über die entscheidende Stimme im Falle einer geraden Anzahl von Verwaltungsratsmitgliedern.

Die Gesellschaft entschädigt die Aktionäre für jegliche angemessene Barauslagen, die die jeweiligen Verwaltungsratsmitglieder oder Beobachter -unmittelbar im Zusammenhang mit der Anwesenheit bei den Verwaltungsratssitzungen in Übereinstimmung mit der Kostenpolitik der Gesellschaft getragen haben.

Der Verwaltungsrat wird mindestens alle zwei Monate während dem ersten Jahr nach Gründung der Gesellschaft einberufen. Nach dem ersten Jahrestag kann der Verwaltungsrat zu jedem Zeitpunkt schriftlich durch den Präsidenten oder zwei Verwaltungsratsmitglieder einberufen werden.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält mindestens zweiundsiebzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Im Falle eines schriftlichen, durch Kabel, Telegramm, Telex, E-Mail, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Einverständnisses eines jeden Mitgliedes des Verwaltungsrates kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden.

Der Verwaltungsrat ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder, darunter mindestens ein A Verwaltungsratsmitglied und ein Gemeinsames Verwaltungsratsmitglied, anwesend oder vertreten sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex, E-Mail oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann durch eine telefonische Konferenzschaltung oder durch ein ähnliches Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, dass jeder Teilnehmer an der Sitzung alle andere verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Unter Vorbehalt der Bestimmung von Artikel 18 der vorliegenden Satzung werden Beschlüsse des Verwaltungsrates mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, E-Mail, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Art. 18. Besondere Mehrheit. Der Verwaltungsrat trifft keine der folgenden Entscheidungen ohne das vorherige schriftliche Einverständnis von mindestens einem A Verwaltungsratsmitglied:

(i) der Verkauf der Gesamtheit oder eines Großteils der Aktivbestände der Gesellschaft, einschließlich eines Verkaufs oder einer anderweitigen Verfügung von Tochtergesellschaften oder finanziellen Beteiligungen, es sei denn, es handle sich bei dem Verkauf um einen Qualifizierten Verkauf der Gesellschaft;

(ii) der Abschluss oder die Regelung von Schulden der Gesellschaft gegenüber Dritten in Höhe von mehr als einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-);

(iii) der Erwerb durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften von anderen Geschäftsbetrieben oder einzelnen Aktivbeständen, die (einzeln oder insgesamt) einen Betrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) überschreiten;

(iv) die Ausgabe von Aktien (außer die Ausgabe von Aktien gemäß einem Angestelltenbeteiligungsplan oder einem anderen Prämiensystem, das von den Aktionären der Klasse A gebilligt wurden);

(v) jeglicher Abschluss von Geschäften der Gesellschaft mit einem Gemeinsamen Aktionär oder einer verbundenen Partei, die einen Interessenkonflikt darstellen können, mit Ausnahme von Arbeitsverträgen in Übereinstimmung mit guten Bräuchen;

(vi) die Einstellung oder Entlassung von Führungskräften durch die Gesellschaft oder ihre Filialen, der Abschluss von Arbeitsverträgen oder ähnlichen Vereinbarungen, die jährliche Zahlungen von Löhnen, Boni usw. von mehr als EUR 75.000,- vorsehen oder Kredite oder Vorauszahlungen von über EUR 3.000,- die Angestellten oder Führungskräften gewährt werden;

(vii) jegliche Erhöhung der Entlohnung (in gleich welcher Form) von einzelnen Angestellten oder Beratern (einschließlich Boni) von über 25% in einem gegebenen Jahr;

(viii) die Gründung oder der Erwerb von Filialen oder Zweigstellen;

(ix) jegliche Entscheidung bezüglich des Verkaufs oder eines AZA der Gesellschaft, unter anderem die Wahl von Finanzberatern oder anderen Beratern;

(x) die Einstellung von Führungskräften sowie die Verpflichtung von wichtigen externen professionellen Beratern, insbesondere von Handelsvertretern, Wirtschaftsprüfern der Gesellschaft oder ihrer Filialen, Anlageberatern, des CEO im Falle des Rücktritts des jeweils aktuellen CEO und des Konkursverwalters im Falle der Auflösung der Gesellschaft;

(xi) die Umsetzung und die Abänderungen der Mitarbeiterbeteiligungspläne oder jeglicher anderer Arbeitspläne;

(xii) der Abschluss von Geschäften mit einer Schwestergesellschaft der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften (mit Ausnahme der Arbeitsverträge in Übereinstimmung mit vergangenen Bräuchen, unter Ausschluss des Nachstehenden);

- (xiii) die Rückzahlung oder Garantie durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften von von Verwaltungsratsmitgliedern, Angestellten oder Teilhabern geschuldeten sowie den vorbezeichneten Personen geschuldeten Beträgen;
- (xiv) das jährliche Budget sowie alle wesentlichen Abänderungen und Abweichungen von diesem Budget.

Art. 19. Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden den Protokollen beigelegt.

Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 20. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, die im Interesse der Gesellschaft sind. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft und die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer oder sonstige Vertretungsberechtigte, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen und alleinzeichnungsberechtigt sein können, übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt. Die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied muss vorab von der Hauptversammlung der Aktionäre genehmigt werden.

Die Gesellschaft kann ferner privatschriftliche oder notariell beglaubigte Vollmacht erteilen.

Art. 21. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch Einzelunterschrift jeder vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person verpflichtet.

D. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 22. Die ordnungsgemäß gebildete Versammlung der Aktionäre vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann auch auf Anfrage von Aktionären, die mindestens 10% des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Art. 23. Die jährliche Hauptversammlung findet in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort in Luxemburg am letzten Mittwoch des Monats März eines jeden Jahres um 14 Uhr statt.

Wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, findet die Hauptversammlung am nächsten darauf folgenden Werktag statt. Andere Hauptversammlungen können zu den in den Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden.

Die Einberufungsschreiben sowie die Leitung der Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft werden von den gesetzlich erforderlichen Anwesenheitsquoten und Fristen geregelt, insofern diese Satzung keine anderweitigen Bestimmungen trifft.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung durch einen schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax bevollmächtigten Dritten vertreten lassen. Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Stimmen gefasst, sofern das Gesetz keine andere Bestimmung vorsieht.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen zu können.

Sind alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, die Tagesordnung zu kennen, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Bekanntmachung abgehalten werden.

Art. 24. Vorbehaltlich der gesetzlichen sowie der nachstehenden Bestimmungen stimmen alle Aktionäre in allen Angelegenheiten als einheitliche Klasse ab.

Die Aktionäre der Klasse A und die Gemeinsamen Aktionäre stimmen in Bezug auf jegliche Abänderung der Bedingungen der Gemeinsamen Aktien, die die Rechte und Vorrechte der Inhaber dieser Aktien beeinträchtigt, sei es durch Änderung der Satzung oder auf andere Weise, als getrennte Klassen ab.

Die Ausgabe von Aktien mit Stimmrecht, Dividenden, Auflösungsrecht oder Verkaufsrecht, die den gleichen oder einen höheren Rang als die Aktien der Klasse A aufweisen, unterliegt dem vorherigen Einverständnis einer Mehrheit der Aktionäre der Klasse A, die als eine Klasse abstimmen.

Jegliche Verpflichtung der Gesellschaft, jegliche Entscheidung und jegliche Handlung in Bezug auf nachstehende Angelegenheiten unterliegt dem vorherigen schriftlichen Einverständnis der Mehrheit der Klasse A:

- (i) jegliche Abänderung der vorliegenden Satzung sowie der Satzungen der Tochtergesellschaften;

(ii) jegliche Zahlung von Kapitaldividenden durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften sowie der Rückkauf des Aktienkapitals durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften (vorbehaltlich des Rückkaufs von Aktien zum Selbstkostenpreis im Rahmen von verbindlichen Mitarbeitervereinbarungen);

(iii) jegliche Ausgabe von Wertpapieren (vorbehaltlich der Aktiengabe im Rahmen der Ausübung des Aktienoptionsplans oder jedes anderen von den Aktionären der Klasse A gebilligten Optionsplans), jegliche Aufhebung des Zeichnungsvorrechts («droit préférentiel de souscription») sowie aller Rechte in Bezug auf die Aktien der Klasse A;

(iv) jegliche Entscheidung in Bezug auf den Verkauf oder jegliche anderweitige Verfügung der Gesellschaft sowie jegliches Aktienzeichnungsangebot, einschließlich der Wahl der Finanzberater und anderen Berater im Rahmen derartiger Transaktionen;

(v) die Fusion oder die Konsolidierung der Gesellschaft mit oder in eine andere Gesellschaft;

(vi) jede wesentliche Änderung der Geschäftszweige der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften;

(vii) jede Änderung der Zusammensetzung oder der Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates;

(viii) die Rückzahlung oder Garantie durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften von von Verwaltungsratsmitgliedern, Angestellten oder Teilhabern geschuldeten sowie den vorbezeichneten Personen geschuldeten Beträgen;

Alle anderen Entscheidungen der Aktionäre unterliegen den Mehrheits- und Anwesenheitsquoten der luxemburgischen Gesetzesbestimmungen.

E. Überwachung der Gesellschaft

Art. 25. Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung ernennt diese Rechnungsprüfer, bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandates, das sechs Jahre nicht überschreiten darf, fest.

F. Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 26. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 27. Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent (5%) des Reingewinnes der Gesellschaft vorab den gesetzlichen Rücklagen zugeführt bis diese zehn Prozent (10%) des in Artikel 5 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals, wie gemäß Artikel 5 erhöht oder herabgesetzt, betragen.

Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrates über die Verwendung des restlichen Betrages des Reingewinns.

Jegliche Dividendenausüttung unterliegt der Erfüllung einer der nachstehenden Bedingungen (ungeachtet dessen, welche der beiden Bedingungen auch immer zuerst eintritt):

(a) ein Verkauf oder ein Aktienzeichnungsangebot oder (b) der Ablauf einer Frist von 4 Jahren ab Gründung der Gesellschaft, es sei denn diese Dividenden sind Gegenstand des vorherigen Einverständnisses der Gemeinsamen Aktionäre.

G. Auflösung der Gesellschaft - Verkaufsvorzugsrecht

Art. 28. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrerer Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt. Die Hauptversammlung ernennt diese Liquidatoren und setzt ihre Befugnisse und Vergütung fest.

28.1 Erste Auszahlungen

Im Liquidationsfall oder im Verkaufsfall (einschließlich durch die Ausübung durch die Mehrheit der Klasse A des Drag-Along Rechts in Artikel 13 oder des Tag-Along Rechts in Artikel 12 der Satzung) (gemeinsam «Ausstiegsfälle»), in denen die Gegenleistung in bar oder in Aktien gezahlt wird und die Bedingungen eines solchen Ausstiegsereignisses eine Klausel für verzögerte Zahlung enthält (die «Verzögerte Zahlung»), hat jeder Aktionär der Klasse A, nach Absprache mit den Gemeinsamen Aktionären, ein gesondertes Recht (i) die vollständige Zahlung für die Aktien aus dem nicht verzögerten Anteil der Gegenleistung (die «Erste Gegenleistung») zu verlangen und (ii) einen Baranteil dieser Ersten Gegenleistung (die «Bargegenleistung») oder die Verzögerte Zahlung vor den anderen Aktionären in einem Ausstiegsfall (unter Berücksichtigung des Vorzugsrechts im Liquidationsfall) zu verlangen; unter der Bedingung, dass, wenn die Erste Gegenleistung oder die Bargegenleistung, je nach Fall, nicht ausreicht, um jeden Aktionär der Klasse A in Übereinstimmung mit dem Vorzugsrecht im Liquidationsfall vollständig auszuzahlen, die Erste Gegenleistung und die Bargegenleistung unter den Aktionären der Klasse A aufgeteilt wird, bevor eine Zahlung an die anderen Aktionäre vorgenommen wird, und die Aktionäre der Klasse A haben das Recht, die Differenz, die ihnen im Hinblick auf ihre Aktien geschuldet wird von der Verzögerten Zahlung zu erhalten, vor jeglicher Zahlung an die anderen Aktionäre, in Übereinstimmung mit dem Vorzugsrecht im Liquidationsfall oder dem Verkaufsvorzugsrecht, das den Aktionären der Klasse A gewährt wird.

28.2 Auflösung und Verkaufsvorrecht

Bei der Auflösung oder dem Verkauf der Gesellschaft (einschließlich durch die Ausübung durch die Mehrheit der Klasse A des Drag-Along Rechts in Artikel 13 oder des Tag-Along Rechts in Artikel 12 der Satzung), habe die Aktionäre der Klasse A das Vorrecht in Bezug auf jede ihrer Aktien der Klasse A (im Verhältnis zu der Anzahl der Aktien, die sie halten)

vor den Gewöhnlichen Aktionären, mit dem Überschuss der Aktivbestände der Gesellschaft nach Begleichung der Schulden ausgezahlt zu werden oder auf einen Betrag, der:

(A) dem Zeichnungspreis pro Aktie der Klasse A entspricht, zuzüglich jeglicher unbeglichener Kredite oder ähnlicher Finanzierungen (zusammen mit den angefallenen Zinsen) und zuzüglich jeglicher Dividenden die ausgesprochen und nicht bezahlt wurden in Bezug auf diese Aktien der Klasse A;

(B) einem weiteren Betrag pro Aktie der Klasse A entspricht, der berechnet wird, indem jeglicher Kapitalüberschuss durch das ausgegebene Aktienkapital geteilt wird (auf Grundlage einer Umwandlung).

H. Satzungsänderung

Art. 29. Die gegenwärtige Satzung kann von einer Hauptversammlung der Aktionäre geändert werden, vorausgesetzt die Anwesenheits- und Mehrheitsquoten gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, werden beachtet.

I. Schlussbestimmung - Anwendbares Recht

Art. 30. Für sämtliche Fragen, nicht durch diese Satzung geregelt sind, gilt das Gesetz vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn über Handelsgesellschaften, wie abgeändert.»

Fünfter Beschluss

Die Hauptversammlung gewährt dem zurücktretenden Verwaltungsratsmitglied Herrn Clyde Everett Weeks III, mit Postanschrift in 2589 West Pebble Creek Lane - Lehi, UT 84043, USA, mit besonderer Abstimmung, für die Erfüllung seiner Pflichten als ehemaliges Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft vollständige Entlastung.

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder auf vier festzulegen. Die folgenden Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

- a) Herr Marc Tluszczy, company director, mit beruflicher Adresse in 23, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg.
- b) Herr Mauro Mariani, company director, mit beruflicher Adresse in 23, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg.
- c) Herr Stefan A. Surzycki, company director, mit beruflicher Adresse in 51, boulevard Voltaire, Paris 75011, Frankreich.
- d) Herr Aleksandar Stojanoski, company director, mit beruflicher Adresse in 5, rue des 4 Vents, Paris 75006, Frankreich.

Siebter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Anzahl der Rechnungsprüfer auf einen festzulegen. Folgende Person wird als Rechnungsprüfer ernannt:

MAZAR, mit Sitz in 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxemburg.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass der vorliegenden Urkunde entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf etwa fünftausend Euro (EUR 5.000,-) geschätzt.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, wird die Versammlung hiermit geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der Erschienenen diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, die dem Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben diese gemeinsam mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: N. Schmidt-Troje, A. Hoffmann, J.-B. Beauvoir-Planson, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2006, vol. 157S, fol. 3, case 1. — Reçu 6.500 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 25. Januar 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007033576/211/1644.

(070028780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2007.

Finmedia S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 53.697.

AUDIEX S.A. a démissionné le 9 janvier 2007 de son mandat de commissaire aux comptes. Le siège social est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 janvier 2007.

CF SERVICES, CORPORATE AND FIDUCIARY SERVICES

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2007020971/534/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2007, réf. LSO-CA07457. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070014392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2007.

B.T. Corporate Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 65.271.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007023019/766/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2007, réf. LSO-CA03929. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070016036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2007.

Sidex International Limited, succursale Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2543 Luxembourg, 32, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 80.051.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2007.

ETUDE SCHMITT + LOCHARD

Avocats à la Cour

Signature

Référence de publication: 2007033444/1171/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2007, réf. LSO-CB03803. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2007.

LW Forum Absolute Return Investment S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 24.276,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 118.701.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 février 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007033509/242/13.

(070029241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2007.